

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2014

SOMMAIRE

Attestation du Président du Directoire	2
Rapport de gestion du Directoire	3
Comptes consolidés	44
Annexe aux comptes consolidés	52
Comptes sociaux	81
Annexe aux comptes sociaux	86
Rapports des Commissaires aux Comptes	109

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées ».

Fait à Paris, le 23 mars 2015

Filippo MANTEGAZZA
Président du Directoire

2014

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

1. ANNEE 2014 : CHIFFRE D'AFFAIRES 63,9 M€. CROISSANCE DE -2,6%, ACTIVITE CONTRASTEE SELON LES TRIMESTRES ET LES PAYS, AMELIORATION DE LA RENTABILITE OPERATIONNELLE, SOLIDITE DE LA STRUCTURE FINANCIERE, AUGMENTATION DES FONDS PROPRES.
2. EVOLUTION DU CAPITAL ET DE LA DETENTION DE LA SOCIETE
3. CHIFFRE D'AFFAIRES ET ACTIVITE
4. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT
5. RESULTAT OPERATIONNEL
6. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER
7. CHARGE D'IMPOT
8. RESULTAT NET CONSOLIDE ET RESULTAT NET PART DU GROUPE
9. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ET FLUX DE TRESORERIE
10. CAPITAUX PROPRES
11. ENDETTEMENT NET
12. COMPTES SOCIAUX
13. FILIALES ET PARTICIPATIONS
14. INFORMATION CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL
15. DIVIDENDE
16. PREVENTION DES RISQUES
17. CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L225-86 ET SUIVANTS DU CODE DU COMMERCE
18. CONVENTIONS COURANTES SIGNIFICATIVES
19. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE
20. FAITS CARACTERISTIQUES JURIDIQUES INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE SOCIAL
21. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
22. MANDATS OU FONCTIONS EXERCEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX
23. PERSPECTIVES

1. ANNEE 2014 : CHIFFRE D'AFFAIRES 63,9 M€. CROISSANCE DE -2,6%, ACTIVITE CONTRASTEE SELON LES TRIMESTRES ET LES PAYS, AMELIORATION DE LA RENTABILITE OPERATIONNELLE, SOLIDITE DE LA STRUCTURE FINANCIERE, AUGMENTATION DES FONDS PROPRES.

a. 2014 : hausse de l'EBITDA (10,6% du CA)

Le chiffre d'affaires de Solving Efeso atteint **63,9 M€ en 2014**, en légère baisse de 2,6% par rapport à 2013

(-2,0% à taux de change constants).

Les ventes ont progressé de façon continue au cours de l'année, passant de -7,2% au 1^{er} semestre, à +2,8% au 2nd semestre suivant la mise en œuvre graduelle des missions auprès des grands comptes signées fin 2013 et début 2014. La différence de 1,7 M€ de chiffre d'affaires entre 2014 et 2013 se concentre au premier trimestre.

La France, premier pays du Groupe avec 27% de l'activité, enregistre une croissance significative de 17% par rapport à 2013. Cette performance a été réalisée dans un marché hautement concurrentiel et un environnement économique qui reste atone. Elle est notamment portée par le succès de l'offre innovante fruit de l'expérience du Groupe. Cette offre consiste en l'accompagnement dans leur transformation de grands clients, aux implantations mondiales et aux métiers variés, par un travail en tandem entre nos consultants et leurs collaborateurs. Elle produit des résultats significatifs et concrets et libère les potentiels humains et opérationnels des clients. Cette offre, déployée auprès des clients historiques, a également séduit de nouveaux clients à fort potentiel de développement international. Elle est le moteur de la stratégie de conquête de nouveaux contrats dans les pays où le Groupe est présent. En Italie, où de grands donneurs d'ordre sont attentistes quant au démarrage de nouveaux grands projets, l'activité est réduite, avec une baisse des ventes de -17% par rapport à l'an passé. Au total, l'Europe enregistre un léger repli de 3,1%.

L'Asie poursuit sa progression ainsi que d'autres pays émergents. A taux de change constants, la croissance est particulièrement élevée en Chine (+99%), en Egypte (+50%), et dans les autres pays d'Asie (+32%) qui sont pilotés depuis le bureau de Singapour créé en 2013.

Chiffre d'affaires 2014¹

	Chiffre d'affaires	Croissance vs. 2013	Ventilation C.A.
France	17,3 M€	+17%	27,0%
Europe (hors France)	27,8 M€	-12,7%	43,6%
Pays émergents	9,5 M€	+0,5 %	14,9%
Amérique du Nord	9,3 M€	-3,4 %	14,5%
Total	63,9 M€	-2,6 %	

En 2014, l'**EBITDA** s'établit à 6,8 M€ (10,6% du chiffre d'affaires), contre 6,6 M€ en 2013 (10,1% du chiffre d'affaires). Compte tenu de la baisse des ventes affichée lors du premier semestre 2014, **le Groupe a mis en place, dès le premier trimestre, des actions de contrôle des coûts et a ajusté ses ressources**. Ces actions génèrent une économie annuelle de 1,8 M€ et permettent au Groupe d'enregistrer, en 2014, une cinquième année consécutive de croissance de l'EBITDA.

Le poste « **Autres produits et charges opérationnels non courants** » s'élève à -0,2 M€ et enregistre principalement les éléments non courants de l'exercice relatifs à l'arrêt d'activités en Italie et à la réorganisation de la filiale à Singapour. Le résultat opérationnel s'établit à 5,7 M€ contre 5,6 M€ en 2013.

Le **coût de l'endettement financier brut s'élève à 0,5 M€**, en ligne avec 2013.

Le poste « **Autres produits et charges financiers** » enregistre un profit de 0,1 M€ contre une charge de 0,3 M€ en 2013 du fait d'écarts de changes consécutifs à la baisse de l'euro.

La **charge d'impôts s'élève à 1,4 M€**, contre 1,2 M€ en 2013 et comprend une variation positive d'impôts différés actifs de 0,1 M€ contre 0,5 M€ en 2013.

Le **résultat net consolidé est de 4,0 M€** contre 3,6 M€ en 2013.

Le **résultat net part du Groupe s'établit à 3,3 M€, soit une hausse de 16,5%**, tandis que les intérêts minoritaires attachés à certaines participations représentent 0,7 M€ (en diminution de 0,1 M€ par rapport à 2013). Le résultat net part du Groupe dilué par action est de 0,15 € contre 0,13 € en 2013.

¹ Chiffres 2014 et 2013 basés sur le lieu d'exécution des missions. Le chiffre issu de la consolidation des états financiers est identique dans sa totalité mais la répartition géographique est différente, les factures étant parfois émises dans une zone différente de celle d'exécution de la mission. Le Groupe a décidé d'homogénéiser tous ses communiqués sur le chiffre d'affaires en utilisant le lieu d'exécution des missions comme référence.

Compte de résultat annuel consolidé résumé

<i>En milliers d'euros</i>	2014	2013	2014 vs 2013
Chiffre d'affaires	63 884	65 588	-2,6%
EBITDA	6 775	6 606	+2,6%
Résultat opérationnel courant	5 926	5 778	+2,6%
Autres produits et charges opérationnels (exceptionnels)	(222)	(206)	+7,4%
Résultat opérationnel	5 704	5 572	+2,4%
Coût de l'endettement financier net	(474)	(485)	-2,3%
Charge d'impôts	(1 381)	(1 193)	+15,8%
Résultat net	3 956	3 584	+10,4%
Résultat net part du groupe	3 274	2 810	+16,5%

Source : Comptes audités arrêtés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance du 23 mars 2015

b. Solidité de la structure financière et augmentation des fonds propres

Le besoin en fonds de roulement augmente à 8,2 M€ au 31 décembre 2014 contre 7,5 M€ fin 2013 dans un contexte de reprise de la croissance des ventes en fin d'exercice. **Les capitaux propres augmentent de 39,5 M€ à 41,7 M€**, soit une hausse de 2,1 M€ reflétant, entre autres, le gain de l'exercice minoré des dividendes.

L'endettement financier net consolidé s'élève à 5,4 M€, en diminution de 1,0 M€ par rapport aux 6,4 M€ de fin 2013.

Le ratio « **Endettement financier net/Capitaux propres** » diminue à **12,9%** contre 16,3% à fin 2013.

Bilan consolidé résumé

<i>En milliers d'euros</i>	Déc -14	Déc -13	2014 sur 2013
ACTIF			
Actifs non courants	40 380	40 149	0,6%
Actifs courants	30 728	29 365	4,6%
Total Bilan	71 108	69 514	2,3%
PASSIF			
Capitaux propres	41 663	39 542	5,4%
Passifs non courants	3 558	5 529	-35,6%
<i>dont dettes financières long terme</i>	2 036	3 830	-46,8%
Passifs courants	25 887	24 443	5,9%
<i>dont emprunts court terme</i>	8 814	8 041	9,6%
Total Bilan	71 108	69 514	2,3%

Source : Comptes audités arrêtés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance du 23 mars 2015

Les comptes sociaux, de la tête de Groupe Solving Efeso International SA, enregistrent un chiffre d'affaires de 10,5 M€, pour un résultat net de 1,9 M€.

C. Faits caractéristiques de l'année et évènements postérieurs à l'exercice

Les évolutions du périmètre ont été les suivantes, sur l'année 2014 :

- L'Assemblée Générale de la filiale Solving Efeso AB du 20 mars 2014 a décidé d'augmenter le capital social de 478 310 SEK assorti d'une prime d'émission de 2 745 499, soit une augmentation des capitaux propres de 3 223 809 SEK, par l'émission de 478 310 actions nouvelles. Après incorporation des reports à nouveau débiteur, le capital de Solving Efeso AB devient 304 439 SEK, soit 50,7% du capital social et est conforme à ses obligations statutaires.
- Efeso Holdings Ltd, détenue à 100% par Solving Efeso International SA, a participé à cette augmentation de capital à proportion de son pourcentage de détention antérieur au côté des actionnaires minoritaires par conversion de créances pour un montant de 2 791 460 SEK ou 307 690 €.
- Le 30 juin 2014, les filiales italiennes Solving Efeso Srl et Efeso Services Srl ont été fusionnées.
- Dissolution de la filiale coréenne détenue à 100% en août 2014.

Le 23 décembre 2014, le Groupe a annoncé être entré en négociation exclusive en vue de l'acquisition de 100% des titres d'une société de Conseil au Benelux. Le 6 avril 2015 (communiqué de presse du 06/04/2015), le Groupe informe avoir signé un contrat de cession le 3 avril 2015 qui porte sur 100% du capital et des droits de vote de la société Empact. Cette opération est financée, pour partie, à hauteur de 5 M€ par une augmentation de capital de Solving Efeso International (« le Groupe ») réservée aux actionnaires d'Empact, à 2,60€ par action nouvelle.

2. EVOLUTION DU CAPITAL ET DE LA DETENTION DE LA SOCIETE

Le capital s'établit, au 31 décembre 2014, à 11 188 676 € pour 22 377 352 actions.

L'actionnariat au 31 décembre 2014 se présente comme suit :

ACTIONNARIAT AU 31 DECEMBRE 2014				
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
Partners in Action (1)	17 720 673	79,2%	17 720 673	77,6%
NextStage SAS (2)	2 392 142	10,7%	2 392 142	10,5%
Auto contrôle (compte de liquidité) (3)	40 823	0,2%	-	-
Public	2 223 714	9,8%	2 716 322	11,9%
	22 377 352	100,0%	22 829 137	100,0%

(1) Société Partners in Action, détenue à 62,45% par des Fonds Communs de placement à risques (FCPR Argos Soditic V-A, FCPR Argos Soditic V-B, FCPR Argos Soditic V-C) dont Argos Soditic France est société de gestion, et à 37,55% par les principaux dirigeants et managers du groupe Solving Efeso International ("Partners")

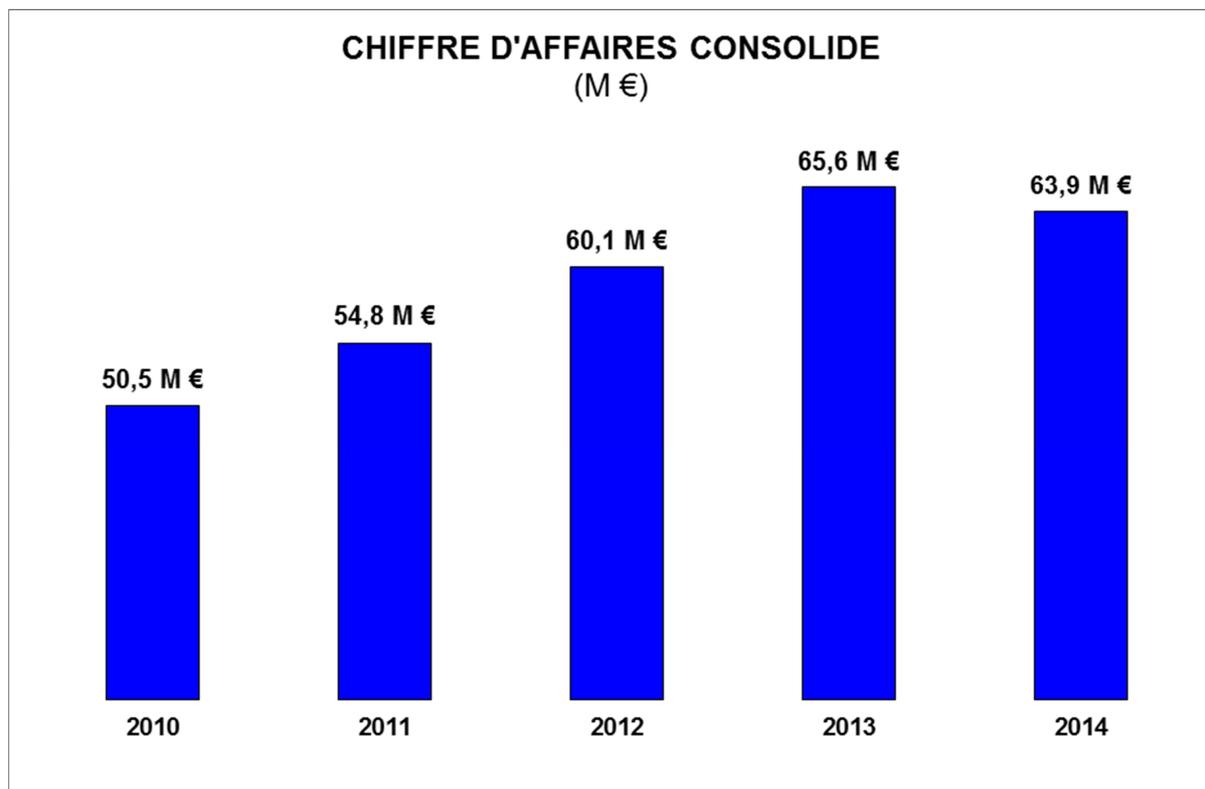
(2) Société agissant pour le compte de FCPI (dont NextStage Développement 2007, NextStage Entreprises 2004 et NextStage Développement 2008). Déclarations AMF 210C0831 du 24 août 2010 et AMF 210C063 du 6 juillet 2010, complétées d'informations portées à la connaissance de la société

(3) Capital autodétenu : compte de liquidité au 31 décembre 2014 et achat de titres pour compte propre

Nombre de droits de vote : estimation à partir des droits de vote constatés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2014 : 22 829 619 droits de vote pour 22 377 352 actions, corrigés au 31 décembre 2014 des droits correspondant aux actions créées et de l'incidence des déclarations AMF.

3. CHIFFRE D'AFFAIRES ET ACTIVITE

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi en 2014 à 63,9 M€ contre 65,6 M€ en 2013 (-2,6%).



CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

	2014	2013	Variation 2014 / 2013
1er trimestre	(a) 15 213	17 153	-11,3%
2e trimestre	(a) 17 416	18 021	-3,4%
1er semestre	(a) 32 629	35 174	-7,2%
3e trimestre	(a) 14 722	14 076	4,6%
4e trimestre	(a) 16 533	16 336	1,2%
2e semestre	(a) 31 255	30 412	2,8%
Année	(b) 63 884	65 586	-2,6%

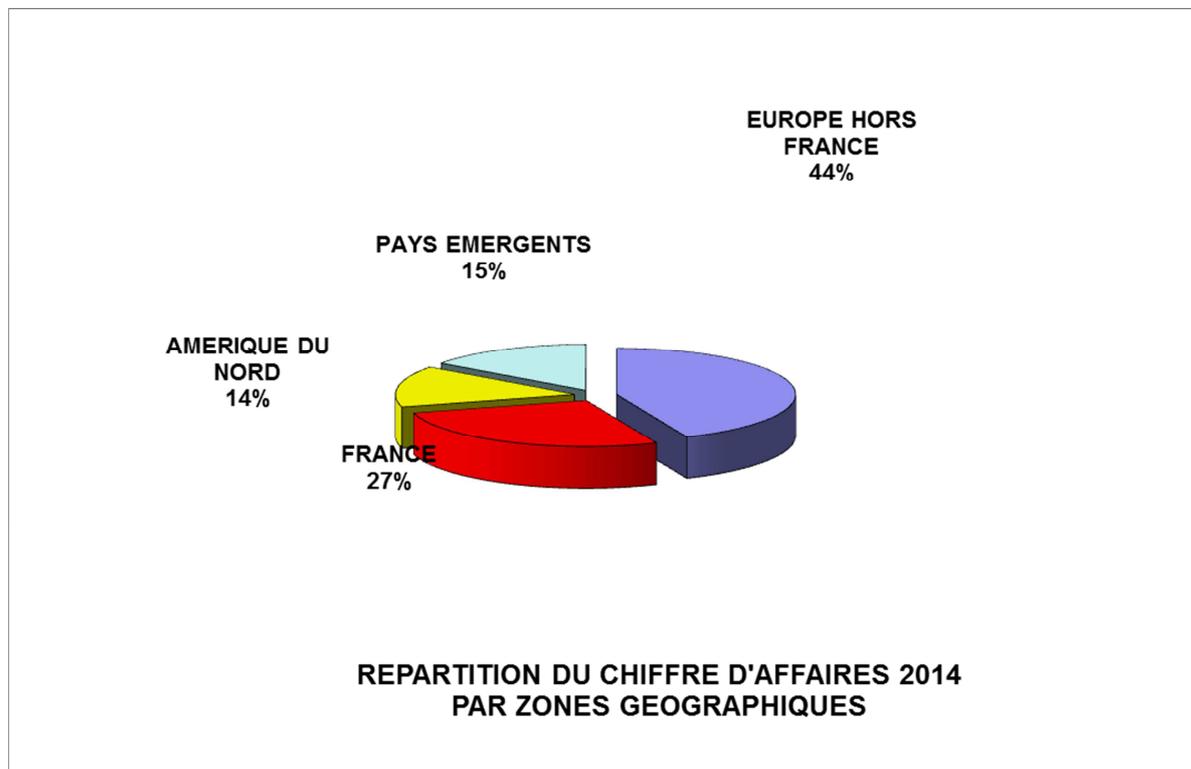
(a) Chiffre d'affaires consolidé hors taxes non audité

(b) Chiffre d'affaires consolidé hors taxes audité

L'évolution du chiffre d'affaires par rapport à 2013 est contrastée entre le premier et le second semestre 2014 : baisse de 7,2% sur la première période, hausse de 2,8% sur la deuxième partie de l'année.

A taux de change constants, le chiffre d'affaires se serait élevé à 64,4 M€, soit une baisse de 2,0%.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du chiffre d'affaires en fonction de la facturation. Si le total du chiffre d'affaires est identique à 63,9 M€ au chiffre utilisé pour décrire l'évolution de l'activité basé sur le lieu d'exécution des missions, il diffère du fait de facturations effectuées à la demande des clients dans une zone autre que celle de l'exécution de la mission.



Le tableau ci-après donne l'activité des principales filiales. Chiffres issus des pays de facturation. Il existe une différence entre la répartition du chiffre d'affaires par zone géographique issue de la facturation et celle issue du lieu d'exécution des missions. C'est cette dernière qui est utilisée pour présenter l'activité du Groupe.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES PRINCIPALES FILIALES 2014				
Milliers euros	C.A. consolidé (1) 2013	C.A. consolidé (1) 2014	Principales filiales	C.A. 2014 (2)
France	14 610	17 279	Efeso Consulting SAS Solving Efeso International	14 654 10 547
Italie	10 538	8 795	Solving Efeso Srl	11 978
Suède	5 831	4 390	Solving Efeso AB (Nordic Countries)	4 644
Pays Bas	4 275	3 398	Solving Efeso BV	4 394
Grande Bretagne	4 031	4 049	Efeso Consulting Ltd UK Solving International UK	844 4 734
Allemagne	4 403	3 873	Efeso Consulting GmbH	4 231
Espagne	1 104	1 627	Solving Efeso Iberia SA	2 296
Europe de l'Est	1 582	1 652	Efeso Consulting Zrt	1 723
Amérique du Nord	9 511	9 185	Solving Efeso Inc.	9 527
Amérique du Sud	3 336	3 309	Solving Efeso Consultoria Ltda	3 372
Pays émergents Asie	4 190	5 100	Solving International Middle East LLC Efeso consulting Shanghai Hand mangement consultants Egypt Hand mangement consultants KSA Solving Efeso India Solving Efeso Singapore	697 1 297 1 033 599 583 1 267
Russia	2 162	1 160	Efeso Consulting RUSSIA	1 222
Autres pays européens	15	67	Autres	79
Chiffre d'affaires consolidé (total)	65 588	63 884		

(1) Apres neutralisation des transactions internes au groupe

(2) Avant neutralisation des transactions internes au groupe

France : A 17,3 M€, le chiffre d'affaires consolidé (hors prestations internes aux sociétés) est en hausse par rapport à 2013 de 17%. L'activité a été portée par la signature de contrats avec de nouveaux grands comptes, aussi bien dans les activités WCOM (amélioration de la performance industrielle), que dans les activités de conseil en Stratégie.

Italie : La filiale italienne a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 8,8 M€ en baisse de 17%. D'importants clients du Groupe contrôlés par l'Etat, ont vu leur direction changer en 2014, les nouveaux dirigeants ont reporté leurs décisions quant au lancement de projets à la fin du premier trimestre 2015.

Suède : Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 4,4 M€ en baisse de 24%. La Suède connaît depuis la fin d'année 2012 une contraction de son activité du fait du ralentissement de l'activité de conseil aux administrations publiques porteuses de marges faibles. Les charges fixes de cette filiale ont été ajustées afin de permettre un retour aux profits en dépit d'un volume d'affaires en baisse en 2014.

Grande-Bretagne : La filiale enregistre 4,0 M€ de chiffres d'affaires, stable par rapport à 2014. L'activité de conseil en amélioration de la performance industrielle a gagné de nouveaux clients et enregistre une année record.

Pays-Bas : A 3,4 M€, l'activité est en baisse. Les équipes spécialisées en Conseil en stratégie ont travaillé en sous-traitance pour d'autres pays, en particulier pour la France.

Allemagne : Comme attendu, la filiale a connu un premier semestre en baisse par rapport aux exercices précédents, la stabilité de l'activité au second semestre résulte en un chiffre d'affaires annuel de 3,9 M€ en baisse de 13%.

Péninsule Ibérique : L'activité accélère de 47% après 19% de hausse en 2013. Le Groupe conserve sa réactivité commerciale et bénéficie de contrats auprès de grands clients internationaux.

USA : La filiale établie en zone nord-américaine, travaillant exclusivement sur le WCOM, a réalisé un chiffre d'affaires de 9,2 M€ en baisse de 3%, après les hausses de 14% en 2013 et 75% en 2012. La reprise, enregistrée à compter du second semestre 2014 s'est poursuivie jusqu'à la fin 2014.

Amérique du Sud : A 3,3 M€, le chiffre d'affaires de la filiale est stable en dépit des difficultés économiques du Brésil.

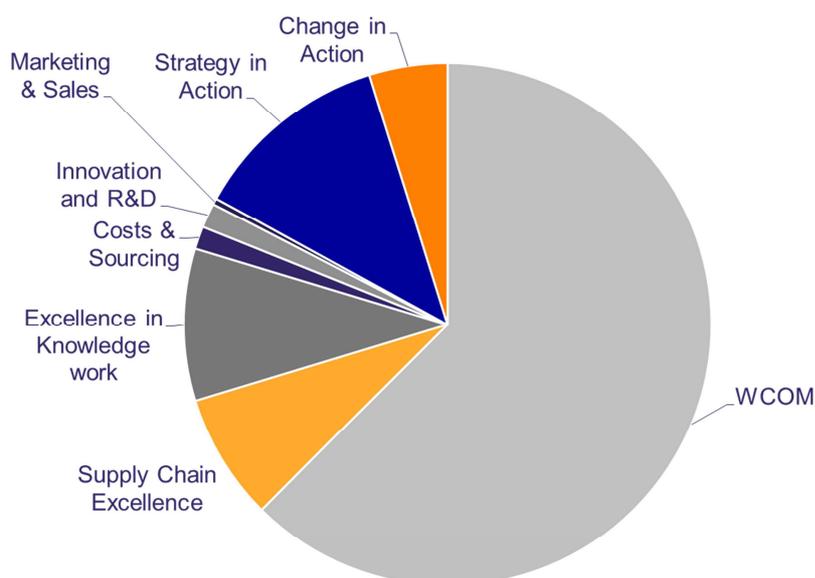
Pays Emergents d'Asie et du Moyen Orient: L'ensemble des filiales établies dans les pays émergents (Singapour, Chine, Inde, Moyen Orient) a réalisé un chiffre d'affaires de 5,1 M€, en hausse de 21% par rapport à 2013.

Russie : En baisse de 46% par rapport à 2013, l'activité se contracte fortement du fait de la faiblesse du rouble et des conséquences de situation internationale sur les politiques d'investissement des groupes internationaux en Russie. Ces derniers constituent l'essentiel de la clientèle actuelle et l'équipe redéploie ses efforts commerciaux en direction des clients domestiques.

Activité des différents pôles de compétences (« practices »)

La performance des « practices » est homogène en 2014. Le **WCOM** (amélioration de la performance industrielle), qui représente les deux tiers de l'activité du Groupe, est stable. La **Supply chain** accélère son développement au fur et à mesure du déploiement de la nouvelle offre d'excellence opérationnelle en Supply Chain.

Le graphe suivant donne la répartition du chiffre d'affaires par Practices (Données non auditées).



4. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant consolidé s'établit en 2014 à 5,9 M€ contre 5,8 M€ en 2013 (+3%).

Le résultat opérationnel courant inclut également un produit de crédit d'impôt recherche (CIR) de 0,2 M€ brut en 2014 (0,2 M€ en 2013).

L'EBITDA (résultat opérationnel courant avant dotation et reprises aux amortissements et aux provisions d'exploitation) s'élève en 2014 à 6,8 M€, soit 10,6% du chiffre d'affaires, contre 6,6M € en 2013 (10,1% du chiffre d'affaires).

Résultat opérationnel courant (ROC) des principales filiales

RESULTAT OPERATIONNEL COURANT 2014 DES PRINCIPALES FILIALES		
Milliers euros	Principales filiales	R.O.C. (1)
France	Efeso Consulting SAS	2 592
Italie	Solving Efeso Srl	784
Suède	Solving Efeso AB (Nordic Countries)	70
Pays Bas	Solving Efeso BV	263
Grande Bretagne	Solving International UK	835
Allemagne	Efeso Consulting GmbH	646
Espagne	Solving Efeso Iberia SA	405
Europe de l'Est	Efeso Consulting Zrt	257
Amérique du Nord	Solving Efeso Inc.	1 049
Amérique du Sud	Solving Efeso Consultoria Ltda	303
Russie	Efeso Consulting RUSSIA	167
Proche Orient	Solving International Middle East LLC	-316
Egypte	Hands on Management Consulting SARL	324
India	Solving Efeso India Q-Spread LTD	168
Singapore	Solving Efeso Singapore PTE	-251
Résultat opérationnel courant consolidé hors Holdings		7 298
<i>(1) R.O.C. avant neutralisation des transactions internes au groupe</i>		
Holdings et autres sociétés		-1 372
Résultat opérationnel courant consolidé (total)		5 926

5. RESULTAT OPERATIONNEL

Le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants » qui enregistre les éléments non courants de l'exercice s'élève à -0,2 M€ enregistre principalement les éléments non courants de l'exercice relatifs à l'arrêt d'activités en Italie et à la réorganisation de la filiale à Singapour.

Après prise en compte de ces éléments non courants, le résultat opérationnel ressort en gain de 5,7 M€, (contre un gain de 5,6 M€ en 2013).

6. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

Le coût de l'endettement financier brut s'élève à 0,5 M€ en ligne avec 2013. Ce coût est composé des intérêts financiers sur crédits bancaires, dettes financières et affacturage.

7. CHARGE D'IMPOT

La charge d'impôts s'élève à 1,4 M€ incluant un impact positif de la fiscalité différée à hauteur de 0,2 M€. En 2013, le Groupe enregistrait une charge d'impôts de 1,2 M€ qui incluait un impact positif de la fiscalité différée à hauteur de 0,6 M€.

Dépenses somptuaires et frais généraux réintégrés

En vertu des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des Impôts, nous vous indiquons qu'il n'y a pas eu de dépenses somptuaires ni de réintégration de frais généraux dans le bénéfice imposable.

8. RESULTAT NET CONSOLIDE ET RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net consolidé ressort en gain de 4,0 M€ en augmentation de 10% par rapport aux 3,6 M€ de 2013.

Le résultat net part du groupe s'établit à 3,3 M€, la part de résultat revenant aux participations ne donnant pas le contrôle (minoritaires) est de 0,7 M€. Le redressement des filiales détenues à 100% et la meilleure répartition des coûts du Groupe entre filiales augmentent la part du Groupe dans les profits. Ainsi, en 2013, les participations ne donnant pas le contrôle étaient de 0,8 M€ alors que le résultat net était de 3,6 M€.

9. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ET FLUX DE TRESORERIE

La capacité d'autofinancement a été de près de 4,0 M€ en 2014.

La variation du besoin en fonds de roulement génère un besoin de trésorerie de 0,5 M€.

Le flux de trésorerie généré par l'activité (capacité d'autofinancement plus besoin en fonds de roulement) ressort donc à +3,5 M€.

Le flux de trésorerie lié aux investissements est négatif de 0,5 M€ (paiement des échéances sur les acquisitions antérieurs à 2014, participation à une augmentation de capital en Suède, investissements dans le Toolkit et dans les systèmes de gestion du Groupe).

Le flux de trésorerie lié aux opérations de financement est de -2,9 M€ du fait du remboursement progressif des emprunts contractés dans le passé et de la distribution de dividendes.

Les effets de change ont eu un impact négatif de 0,1 M€ sur les flux de trésorerie.

Au total, la trésorerie nette disponible est stable à 5,5 M€.

Tableau de financement Ressources-Emplois consolidé

Le tableau ci-après reprend les éléments du tableau des flux de trésorerie nette des comptes consolidés, dans une présentation Ressources-Emplois.

SOLVING EFESO INTERNATIONAL TABLEAU DE FINANCEMENT RESSOURCES - EMPLOIS CONSOLIDE 2014

IFRS	Milliers euros	
	31/12/2014	31/12/2013
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement après coût IFRS de l'endettement financier net	3 992	3 945
Incidence des variations de périmètre (Investissements nets)	102	
Emprunts bancaires : augmentation-diminution		3 105
Total Ressources	4 095	7 051
EMPLOIS		
Variations des réserves consolidées	45	
Variation du besoin en fonds de roulement : emploi	493	3 442
Paievements différés sur acquisitions	171	1 453
Acquisitions d'immobilisations nettes de cessions	443	237
Incidence des variations de périmètre (Investissements nets)		609
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	912	452
Dividendes versés aux actionnaires de Solving Efeso International	894	671
Emprunts bancaires : remboursements	1 021	
Incidence des variations des cours des devises	79	171
Augmentation de la trésorerie nette	37	16
Total Emplois	4 095	7 051

10. CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 41,7 M€ au 31 décembre 2014 (y compris le gain de l'exercice), contre 39,5 M€ fin 2013.

La variation nette 2,1 M€ est la résultante du gain de l'exercice, de la variation des participations ne donnant pas le contrôle et de la distribution d'un dividende de 4 centimes par action décidée à l'Assemblée Générale du 28 mai 2014, soit 0,9 M€ de dividendes.

CAPITAUX PROPRES		
	31/12/2014	31/12/2013
Capitaux propres Part du groupe	40 302	38 042
Capitaux propres Minoritaires	1 360	1 500
TOTAL CAPITAUX PROPRES	41 663	39 542

11. ENDETTEMENT NET

L'endettement net consolidé s'élève à 5,4 M€ au 31 décembre 2014, contre 6,4 M€ au 31 décembre 2013, soit une diminution de 1,0 M et est constitué des éléments suivants :

- La société mère a contracté en 2013, auprès de BNP, un emprunt de 0,7 M€ d'une durée de cinq ans afin de financer une partie du prix d'acquisition de la société Blupeter. Le solde de cet emprunt est de 0,5 M€.
- La société mère a contracté en 2013, auprès du CIC, un emprunt de 1,2 M€ d'une durée de 3 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,4 M€.
- La société mère a contracté en 2013, auprès de la banque HSBC, un emprunt de 1 M€ d'une durée de 5 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,7 M€.
- La société mère a refinancé en partie les acquisitions des sociétés Intuition, Hands-on et Q-Spread en contractant un emprunt à 5 ans en août 2012 de 1,3 M€ auprès de la banque HSBC dont le solde au 31 décembre 2014 est de 0,7 M€.
- La société mère a contracté en décembre 2011 un emprunt à 5 ans auprès du LCL et de la Société Générale de 1,7 M€. Elle a en outre contracté un emprunt de 0,4 M€ auprès de la Société Générale. Le capital restant dû sur ces emprunts s'élevaient au 31 décembre 2014 à respectivement 0,7 M€ et 0,2 M€.
- La société mère, en 2014, a mobilisé ses créances de CIR 2011 et 2012 auprès de la BPI pour un montant total de 0,5 M€.
- Le compte courant d'associé avec la société Partners in Action ² est comptabilisé en dette financière et représente une dette de 1,2 M€ à la clôture.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2013 un emprunt de 1,0 M€ sur 4 ans auprès de banque Cariparma afin de financer l'acquisition des titres de sa filiale Blupeter Srl. Le solde de cet emprunt est de 0,5 M€.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2011 un emprunt de 0,5 M€ sur 5 ans auprès de banque Intesa afin de financer des investissements informatiques. Le solde de cet emprunt est de 0,1 M€.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2014 un emprunt de 0,3 M€ sur 1 an auprès de la banque Banco Popolare afin de financer des investissements informatiques. Le solde de cet emprunt est de 0,3 M€.
- La société Solving Efeso BV a contracté un emprunt de 0,5 M€ sur 3 ans auprès de Rabobank en 2012 afin de financer l'acquisition des titres de sa filiale Flecto BV. Le solde de cet emprunt est de 0,1 M€.
- Les découverts bancaires et affacturage des créances clients auprès des banques et établissements financiers par les sociétés du Groupe s'élèvent à 5,0 M€.

² Pa Société Partners in Action, détenue à 62,45% par des Fonds Communs de placement à risques (FCPR Argos Soditic V-A, FCPR Argos Soditic V-B, FCPR Argos Soditic V-C) dont Argos Soditic France est société de gestion, et à 37,55% par les principaux dirigeants et managers du groupe Solving Efeso International ("Partners")r

ENDETTEMENT FINANCIER NET

Milliers euros	31/12/2014	31/12/2013	Variation 2014 / 2013
Emprunts et dettes financières à long terme	(2 036)	(3 830)	1 794
Emprunts à court terme	(8 814)	(8 041)	(773)
Endettement financier brut	(10 850)	(11 871)	1 021
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat			0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5 478	5 440	37
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 478	5 440	37
Endettement financier net	(5 373)	(6 431)	1 059
Total Capitaux Propres	41 663	39 542	2 121
Ratio Endettement financier net / Capitaux Propres⁽¹⁾	12,9%	16,3%	

(1) " Gearing "

Fin 2014, l'endettement net représente 12,9% des capitaux propres contre 16,3% à fin 2013.

ENDETTEMENT FINANCIER NET

Milliers euros	31/12/2014	31/12/2013	Variation 2014 / 2013
Société mère			
Emprunts et dettes financières à moyen terme	(1 745)	(3 178)	1 433
Emprunts à court terme	(4 243)	(4 975)	731
Trésorerie et équivalent de trésorerie	247	494	(248)
Endettement financier net Société mère	(5 742)	(7 658)	1 916
Filiales			
Emprunts et dettes financières à moyen terme	(291)	(653)	362
Emprunts à court terme	(4 571)	(3 066)	(1 505)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5 231	4 946	285
Endettement financier net Filiales	369	1 228	(858)
Groupe			
Endettement financier net Groupe	(5 373)	(6 431)	1 059

La ventilation de l'endettement entre société mère et filiales est donnée par le tableau ci-dessus.

12. COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat

Le **chiffre d'affaires** de Solving Efeso International (maison-mère) s'est établi en 2014 à 10,5 M€ contre 10,4 M€ en 2013.

Le **résultat d'exploitation** ressort en perte de 0,6 M€ contre un gain de 0,1 M€ pour l'exercice précédent du fait de l'augmentation des charges externes.

Les **charges d'exploitation** comprennent 2,7 M€ de masse salariale (3,2 M€ en 2013) et 8,6 M€ de services extérieurs (7,8 M€ en 2013).

Le **résultat financier** s'élève à 1,7 M€ contre 0,9 M€ en 2013. Il inclut 1,8 M€ de dividendes et 0,2 M€ d'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune au profit de la société Solving Efeso AB.

Le **résultat exceptionnel** s'établit en gain de 0,1 M€ en ligne avec 2013.

Le **résultat net** ressort en gain de 1,9 M€ en hausse par rapport au gain de 1,8 M€ pour l'exercice précédent, après prise en compte d'un impôt positif de 0,7 M€ (produit de l'intégration fiscale).

Capitaux propres

Capital

Le capital s'établit, au 31 décembre 2014, à 11 188 676 € pour 22 377 352 actions.

EVOLUTION DU CAPITAL SUR LES 5 DERNIERES ANNEES

Exercice clos le	Date de l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Evolution du capital social	Nominal de l'action	Montants successifs du capital	Nombre cumulé d'actions
31/12/2010	30/06/2010	Apport en numéraire (Augmentation de capital réservée à Partners in Action SA)	5 357 143	2 041 741,13 €	0,381125 €	5 117 141,27 €	13 426 412
	22/10/2010	Apport en numéraire (Augmentation de capital avec maintien de DPS)	8 950 940	3 411 427,01 €	0,381125 €	8 528 568,27 €	22 377 352
31/12/2011					0,381125 €	8 528 568,27 €	22 377 352
31/12/2012	31/05/2012	Elevation à 0,5€ du pair de l'action par incorporation de réserve			0,500000 €	11 188 676,00 €	22 377 352
31/12/2013					0,500000 €	11 188 676,00 €	22 377 352
31/12/2014					0,500000 €	11 188 676,00 €	22 377 352

Prime d'émission et d'apport

Ce poste s'élève à 23 488 440 € constant par rapport à 2013.

Les capitaux propres

Les capitaux propres augmentent de 36 663 883 € au 31 décembre 2013 à 37 638 839 € du fait des gains de 1 899 452 € et de la distribution d'un dividende de 894 497 €.

Provisions pour risques et charges

Toutes les reprises sont relatives à des provisions effectivement utilisées au cours de l'exercice, à l'exception d'une reprise de 44 K€ suite à la réévaluation d'un risque spécifique.

Dettes

Fournisseurs

Le poste fournisseurs s'élève à 3,1 M€ contre 2,9 M€ au 31 décembre 2013, en hausse de 0,2 M€.

En application de l'article D-441-4 du code du commerce, le tableau suivant présente la décomposition au 31 décembre 2014 du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance.

FOURNISSEURS : DELAIS DE PAIEMENT

EUROS	DETTES ECHUES A LA CLOTURE	ECHÉANCES A 1 MOIS	ECHÉANCES A 2 MOIS	ECHÉANCES A 3 MOIS	ECHÉANCES A PLUS DE 3 MOIS	HORS ECHÉANCE	TOTAL DETTES FOURNISSEURS
Fournisseurs	216 336	104 813	234 076	348 950		1 533 414	2 437 589
Fournisseurs Avoirs à obtenir	-33 994						-33 994
Fournisseurs FNP						703 818	703 818
Fournisseurs : Total	182 342	104 813	234 076	348 950	0	2 237 232	3 107 413
Fournisseurs d'immobilisations	0						0
Total à payer au 31/12/2014	182 342	104 813	234 076	348 950	0	2 237 232	3 107 413

Les dettes fournisseurs dont l'échéance est connue s'élèvent à 2,4 M€ contre 2,2 M€ au 31 décembre 2013. Les dettes échues à la clôture sont stables par rapport à 2013.

1,3 M€ des dettes fournisseurs hors échéances sont des dettes inter-compagnies.

En application de l'article D-441-4 du code du commerce, le tableau suivant présente la décomposition au 31 décembre 2013 du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance.

FOURNISSEURS : DELAIS DE PAIEMENT

EUROS	DETTES ECHUES A LA CLOTURE	ECHÉANCES A 1 MOIS	ECHÉANCES A 2 MOIS	ECHÉANCES A 3 MOIS	ECHÉANCES A PLUS DE 3 MOIS	HORS ECHÉANCE	TOTAL DETTES FOURNISSEURS
Fournisseurs	154 725	397 808	74 878	36 933	39 337	1 496 402	2 200 082
Fournisseurs FNP						720 157	720 157
Fournisseurs : Total	154 725	397 808	74 878	36 933	39 337	2 216 559	2 920 239
Fournisseurs d'immobilisations	0						0
Total à payer au 31/12/2013	154 725	397 808	74 878	36 933	39 337	2 216 559	2 920 239
Rappel total à payer au 31/12/2012	2 338 459						2 338 459

Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires s'élèvent à 4,1 M€ contre 5,0 M€ à fin 2013 et sont répartis comme suit :

- La société a contracté en 2013, auprès de BNP, un emprunt de 0,7 M€ d'une durée de cinq ans afin de financer une partie du prix d'acquisition de la société Blupeter. Le solde de cet emprunt est de 0,5 M€.
- La société a contracté en 2013, auprès du CIC, un emprunt de 1,2 M€ d'une durée de 3 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,4 M€.
- La société a contracté en 2013, auprès de la banque HSBC, un emprunt de 1 M€ d'une durée de 5 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,7 M€.
- La société a refinancé en partie les acquisitions des sociétés Intuition, Hands-on et Q-Spread en contractant un emprunt à 5 ans en août 2012 de 1,3 M€ auprès de la banque HSBC dont le solde au 31 décembre 2014 est de 0,7 M€.
- La société a contracté en décembre 2011 un emprunt à 5 ans auprès du LCL et de la Société Générale de 1,7 M€. Elle a en outre contracté un emprunt de 0,4 M€ auprès de la Société Générale. Le capital restant dû sur ces emprunts s'élevaient au 31 décembre 2014 à respectivement 0,7 M€ et 0,2 M€.
- La société, en 2014, a mobilisé ses créances de CIR 2011 et 2012 auprès de la BPI pour un montant total de 0,5 M€.
- Les découverts bancaires s'élèvent à 0,3 M€.

Emprunts et dettes financières divers

Les emprunts et dettes financières non bancaires totalisent 3,5 M€ contre 3,4 M€ fin 2013 et représentent pour l'essentiel des emprunts et avances auprès de diverses filiales. A noter le compte courant créditeur de Partners in Action de 1,2 M€.

Endettement net

La trésorerie Actif de 168 K€ est constituée de disponibilités sur comptes bancaires.

L'endettement net hors groupe (emprunts et dettes bancaires et financières à l'égard de tiers extérieurs au groupe *moins* disponibilités) s'établit dans les comptes sociaux de Solving Efeso International à 5,7 M€ au 31 décembre 2014 contre 7,7 M€ fin 2013.

13. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Solving Efeso International SA n'a pas procédé à des opérations sur titres en 2014.

Le total des participations en net s'établit à 27 127 148 € en ligne avec le 31 décembre 2013.

14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.

Voir le tableau ci-dessous

FONDS COMMERCIAL

Eléments constitutifs du fonds commercial	Montants des éléments				Montant des dépréciations
	Achetés	Réévalués	Reçus en app.	Global	
En €					
Fonds de commerce acheté en 1992 et entièrement déprécié	365 878			365 878	365 878
Fonds de commerce issu de la TUP de Solving France du 31 décembre 2011			5 818 001	5 818 001	
Fonds de commerce issu de la TUP d'Intuition du 31 décembre 2011			829 849	829 849	
Total	365 878	0	6 647 850	7 013 728	365 878

15. INFORMATION CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

SEUILS DE DETENTION au 1 avril 2015

%	Capital	Droits de vote
+ 5 %	NEXTSTAGE (FCPR NextStage)	NEXTSTAGE (FCPR NextStage)
+ 10 %		
+ 15 %		
+ 20 %		
+ 25 %		
+ 30 %		
+ 33 %		
+ 50 %		
+ 67 %	PARTNERS IN ACTION (FCPR Argos Soditic 65% + Dirigeants et Managers de Solving Efeso 35%)	PARTNERS IN ACTION (FCPR Argos Soditic 65% + Dirigeants et Managers de Solving Efeso 35%)

Avis de franchissements de seuil

Suite à la cession de titres sur le marché, NextStage a franchi à la baisse le seuil des 10% du capital de Solving Efeso International SA (Alternext / FR0004500106 ALOLV) et déclare détenir au 2 avril 2015 9,87% du capital.

Déclaration d'intention

Néant

Évolution du cours de bourse

Le cours de bourse de Solving International était de 2,29 € à la clôture de l'exercice 2013, et de 2,46 € au 31 décembre 2014, soit une hausse de 7,42%, pour un nombre d'actions de 22 377 352.

COURS DE BOURSE 2014					
Mois	MAX mensuel	MIN mensuel	Cours de clôture fin de mois	Volume mensuel	Nombre d'actions
Décembre 2013	2,43 €	2,25 €	2,29 €	31 384	22 377 352
Janvier 2014	2,34 €	2,25 €	2,30 €	31 308	22 377 352
Février 2014	2,50 €	2,23 €	2,40 €	147 142	22 377 352
Mars 2014	2,45 €	2,30 €	2,43 €	132 000	22 377 352
Avril 2014	2,45 €	2,29 €	2,36 €	44 144	22 377 352
Mai 2014	2,36 €	2,23 €	2,24 €	15 526	22 377 352
Juin 2014	2,33 €	2,14 €	2,26 €	111 314	22 377 352
Juillet 2014	2,37 €	2,20 €	2,24 €	74 055	22 377 352
Août 2014	2,34 €	2,23 €	2,31 €	72 197	22 377 352
Septembre 2014	2,43 €	2,30 €	2,39 €	170 109	22 377 352
Octobre 2014	2,43 €	2,07 €	2,24 €	69 371	22 377 352
Novembre 2014	2,29 €	2,09 €	2,19 €	75 036	22 377 352
Décembre 2014	2,46 €	2,10 €	2,46 €	192 249	22 377 352
Année 2014	2,50 €	2,07 €	2,32 € ⁽¹⁾	1 134 451 94 538	< total < moyenne mensuelle

Données courantes, non ajustées des augmentations de capital

(1) Moyenne de l'année 2014

Source : Euronext

Le tableau ci-dessus donne l'évolution des cours de bourse. (source : Euronext).

Actions propres détenues

Au 31 décembre 2014, la société détenait 40 341 actions dans le cadre du contrat de liquidité du titre en bourse et de rachat de titres sur le marché, représentant 0,18 % du capital, pour une valeur de 99 238,86 €.

Programme de rachat d'actions

L'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2014 a autorisé la société à racheter ou faire racheter ses propres actions conformément aux dispositions des articles L 225-209 et suivant du code du commerce et du règlement de l'Autorité des Marchés Financiers.

Son descriptif est disponible sur le site la société.

Actionnariat des salariés

Il n'y a pas de participation des salariés au capital social dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise.

Attribution d'options de souscription d'actions

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 juin 2004 au Directoire selon les articles L.255-177 et suivants du Code de commerce et 174-20 du décret d'application de consentir des options de souscription d'actions nouvelles au bénéfice des cadres, le Directoire du 15 mai 2007 a attribué 25 000 options concernant 21 bénéficiaires au prix de souscription de 6,17 € par action.

Cette attribution de 2007 est la dernière en date. Toutes les options émises non exercées sont maintenant échues. Il n'a pas été attribué d'options de souscription d'actions en 2014.

Le tableau de suivi des options de souscription d'actions figure en annexe des comptes consolidés.

Attribution d'actions gratuites

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Extraordinaires du 14 décembre 2006 (5^{ème} résolution) et du 28 décembre 2007 (5^{ème} résolution) au Directoire, en référence aux articles L 225-177 et suivants du Code du Commerce et 174-20 du décret d'application de consentir des options de souscription d'actions nouvelles au bénéfice des cadres, le Directoire a, au cours de l'exercice 2007, distribué 124 500 actions gratuites.

Cette attribution devient définitive à l'issue d'une période de 2 ans, et comporte l'obligation de conservation de 2 ans pour les actions remises.

Les 124 500 actions gratuites ont été effectivement créées lors de l'exercice 2009, donnant lieu à deux augmentations de capital lors de cet exercice, en contrepartie du poste primes d'émissions et de fusions.

Il n'a pas été attribué d'actions gratuites au cours de l'exercice 2014.

16. DIVIDENDE

L'Assemblée Générale du 28 mai 2014 a voté la distribution d'un dividende de 4 centimes d'euro par action représentant la somme de 894 497€ effectivement distribuée. Les actions auto-détenues ne bénéficient pas du droit à dividendes.

Le résultat net de la maison mère est un gain de 1 899 452 €.

Les comptes annuels et consolidés ont été audités par nos Commissaires aux Comptes qui feront lecture de leurs rapports.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous donnons indication du dividende payé au cours des trois exercices précédents.

DIVIDENDES			
Exercice	Nombre d'actions	Dividende	Dividende par action
2011	22 377 352	671 320,56	0,03 (1)
2012	22 377 352	671 320,56	0,03 (2)
2013	22 377 352	895 094,08	0,04 (2)

(1) Le dividende à répartir au titre des exercices 2011 était éligible à la réduction de 40% mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques, quarter du Code général des impôts.

ou, sur option, à un prélèvement libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117

(2) Les dividendes perçus depuis le 1er janvier 2013 par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, après application d'un abattement de 40%, l'abattement fixe annuel étant supprimé. Lors de leur versement, ils font l'objet d'un prélèvement à la source non libératoire au taux de 21%, imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été effectué.

Les personnes dont le revenu fiscal de référence de l'année précédente est inférieur à un certain montant

(50 000 euros pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés – 75 000 euros pour les contribuables soumis à l'imposition commune) peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement.

17. PREVENTION DES RISQUES

La cartographie des risques, auxquels est confrontée Solving Efeso International se présente ainsi :

Risques liés à l'activité

1. Risques opérationnels ;
2. Risques liés à la concurrence ;
3. Risques pays ;
4. Risques de dépendance à l'égard de collaborateurs clés et des dirigeants ;
5. Risques sur comptes clients ;

Risques financiers

6. Risques de liquidité ;
7. Risques de taux d'intérêt ;
8. Risques de change ;

Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

9. Risques sur litiges ;
10. Risques liés aux tests de dépréciation sur écarts d'acquisition en consolidation ;
11. Couverture des risques ; politique d'assurances.

Risques liés à l'activité

1 - Risques opérationnels

Dans l'exercice de son activité de prestation de services de conseil, Solving Efeso International est exposée à des risques opérationnels liés à l'exécution des prestations sur lesquelles elle s'est engagée, en termes de qualité, telle que perçue par son client, de délais et de respect du budget, tels que définis contractuellement.

Les engagements pris par Solving Efeso International vis-à-vis de ses clients consistent à respecter les objectifs contractuels (voir ci-après en 6 les risques sur la rédaction des contrats). La sanction en cas de défaillance d'exécution peut se traduire par le non-renouvellement du contrat ou par le non-paiement partiel voire total des prestations. Il est très rare que soit prévu le versement de pénalités. Même si la négociation puis l'exécution de chaque contrat font l'objet de procédures de prévention et de contrôle rigoureuses de la part de Solving Efeso International et de ses filiales, il n'est pas possible d'exclure totalement les risques de contestation, de retard ou refus de règlement, et de non-renouvellement. Solving Efeso International et les différentes sociétés qui composent le groupe mettent en œuvre pour se prémunir le plus efficacement possible de ces risques, des méthodologies de conduite de projets et des procédures de validation de la qualité des prestations fournies, aussi bien lors du lancement qu'en cours d'intervention et au stade des restitutions et de l'acceptation du service par le client.

La signature des contrats lorsqu'ils s'écartent des standards, est soumise à une procédure formelle d'approbation, comportant une revue juridique et une évaluation des risques liés aux engagements pris et aux conditions d'exécution. Le niveau d'approbation dépend de l'importance du contrat, de sa complexité et de la nature des risques potentiellement encourus sur le projet. Lorsque certains seuils ou niveaux de risques sont atteints, les procédures groupe prévoient que l'accord du Comité de direction de la filiale, auquel participe au moins un membre du Directoire du groupe, soit requis. Les négociations commerciales les plus importantes, les éventuels accords-cadres, les propositions de partenariat à caractère global ou stratégique ainsi que les contrats présentant des engagements ou des risques d'exécution, doivent être portés à la connaissance des organes de direction de la filiale et autorisés par la Direction du groupe, à l'initiative soit du dirigeant de la filiale, soit du membre du Directoire faisant partie du Comité de direction de la filiale.

Le suivi de l'exécution des projets est soumis à un certain nombre de méthodes de conduite et de procédures formalisées. Ces méthodologies et procédures font partie intégrante du savoir-faire reconnu des équipes du groupe Solving et constituent un aspect primordial de leurs offres commerciales.

Elles mettent en jeu, notamment, les points suivants :

- Intervention d'experts,
- Contrôles contradictoires de qualité aux étapes clés des interventions, de l'identification des problèmes aux conclusions ; les dirigeants de « practices³ » jouent un rôle clé dans ces contrôles,
- Comptes rendus formalisés de ces points de contrôle et des échanges contradictoires avec le client,
- Capitalisation formalisée des expériences acquises en termes de méthodes et de connaissance des secteurs
- Échange d'expériences entre pays et entre « practices », favorisant la « fertilisation croisée », la créativité et l'adaptation constante des approches aux évolutions des marchés et de la concurrence.

Les responsables de projet bénéficient de formations spécifiques en vue de développer leurs compétences notamment en matière de conduite de projets complexes.

Les risques de dépassement des temps alloués sur un projet sont particulièrement importants pour tous les projets négociés sur la base de forfaits. Dès la phase de négociation, ce type de contrat fait l'objet d'une attention particulière, et entre bien évidemment dans la catégorie des contrats sensibles, soumis à approbation formelle des organes de direction du groupe.

Lors de leur exécution, les projets facturés partiellement ou totalement au forfait, font l'objet d'un suivi renforcé. Le groupe utilise à cet égard des procédures et des outils de gestion et de contrôle des allocations de ressources, qui donnent une assurance raisonnable que les risques ci-dessus sont correctement gérés.

L'expérience acquise par les dirigeants et les responsables de projets, ainsi que la qualité des consultants, permettent une bonne identification de ces risques, dès leurs premiers signes d'apparition, à partir des indicateurs de temps passé par catégorie de consultants et par période prévus dans les outils de suivi, puis la mise en œuvre de mesures correctrices.

Des règles strictes de flexibilisation et d'adaptation permanente des ressources aux besoins font par ailleurs partie des procédures de gestion fondamentales du groupe et s'imposent à tous ses membres.

³ *Savoir-faire et capitalisation d'expérience organisés en offres pour les clients, servis souvent par des consultants spécialisés.*

2 - Risques liés à la concurrence

Solving Efeso International fait face sur son marché à des concurrents nombreux pouvant de plus s'accroître du fait de l'arrivée sporadique de petites structures présentant une offre agressive en termes de tarifs mais se révélant peu pérennes.

L'accès aux grands comptes, l'obtention dans certains très grands groupes d'un référencement sur la liste des cabinets de conseil agréés, reposent sur de sérieuses références professionnelles et sur des offres de services de très haute qualité. Les références accumulées par Solving Efeso International, sa pérennité, sont autant d'atouts pour le groupe dans le maintien de son positionnement concurrentiel.

3 - Risques pays

Solving Efeso International est peu exposé au risque pays. En effet, le groupe exerce l'essentiel de ses activités dans les pays de la Communauté Européenne et en Amérique du Nord. La part de son chiffre d'affaires réalisé dans des pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Egypte, etc.) est relativement limitée (15% en 2014) et concerne de plus des groupes internationaux de bonne surface financière.

4 - Risques de dépendance à l'égard de collaborateurs clés et des dirigeants

Comme toute société, le succès de Solving Efeso International dépend du maintien de ses relations avec ses collaborateurs clés et avec ses dirigeants. Leur départ ou leur indisponibilité prolongée pourrait affecter le groupe. Afin de pallier ce risque, le groupe s'est attaché à bâtir depuis sa création une équipe soudée et structurée et à associer ses collaborateurs clés et dirigeants à la croissance de l'entreprise. On se référera notamment aux développements sur les rémunérations et sur les plans d'options de souscription d'actions.

5 - Risques sur comptes clients

Les clients de Solving International et de ses filiales sont en quasi-totalité des grandes entreprises ou des administrations. Cette clientèle présente par ailleurs, une bonne dispersion en termes de secteurs et de pays. Le portefeuille de clients représente pour 2014 plus de 300 références actives.

Le délai moyen d'encaissement des créances client est de l'ordre de 3 mois, avec des disparités fortes entre pays.

Comme toutes les entreprises, le groupe Solving International ne peut écarter le risque d'impayés. Cependant la solidité financière des grands et moyens comptes constituant son chiffre d'affaires limite sensiblement le risque qu'une défaillance éventuelle de l'un d'entre eux ait un impact important sur les résultats du groupe.

Les procédures de suivi des propositions commerciales (phase de prospection), d'information et d'autorisation préalable des organes de direction des filiales ou, dans certains cas, du groupe, pour la conclusion de contrats ; la recherche de renseignements commerciaux sur la solvabilité et la pérennité de futurs clients tendent de plus à prémunir Solving le plus en amont possible contre ce type de risques.

6 - Risque de liquidité et de financement

La situation fin 2014 et début 2015 se caractérise par les éléments suivants :

L'endettement net consolidé s'élève à 5,4 M€ au 31 décembre 2014, contre 6,4 M€ au 31 décembre 2013, soit une diminution de 1,0 M et est constitué des éléments suivants :

- La société mère a contracté en 2013, auprès de BNP, un emprunt de 0,7 M€ d'une durée de cinq ans afin de financer une partie du prix d'acquisition de la société Blupeter. Le solde de cet emprunt est de 0,5 M€.
- La société mère a contracté en 2013, auprès du CIC, un emprunt de 1,2 M€ d'une durée de 3 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,4 M€.
- La société mère a contracté en 2013, auprès de la banque HSBC, un emprunt de 1 M€ d'une durée de 5 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,7 M€.
- La société mère a refinancé en partie les acquisitions des sociétés Intuition, Hands-on et Q-Spread en contractant un emprunt à 5 ans en août 2012 de 1,3 M€ auprès de la banque HSBC dont le solde au 31 décembre 2014 est de 0,7 M€.
- La société mère a contracté en décembre 2011 un emprunt à 5 ans auprès du LCL et de la Société Générale de 1,7 M€. Elle a en outre contracté un emprunt de 0,4 M€ auprès de la Société Générale. Le capital restant dû sur ces emprunts s'élevaient au 31 décembre 2014 à respectivement 0,7 M€ et 0,2 M€.
- La société mère, en 2014, a mobilisé ses créances de CIR 2011 et 2012 auprès de la BPI pour un montant total de 0,5 M€.
- Le compte courant d'associé avec la société Partners in Action ⁴ est comptabilisé en dette financière et représente une dette de 1,2 M€ à la clôture.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2013 un emprunt de 1,0 M€ sur 4 ans auprès de banque Cariparma afin de financer l'acquisition des titres de sa filiale Blupeter Srl. Le solde de cet emprunt est de 0,5 M€.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2011 un emprunt de 0,5 M€ sur 5 ans auprès de banque Intesa afin de financer des investissements informatiques. Le solde de cet emprunt est de 0,1 M€.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2014 un emprunt de 0,3 M€ sur 1 an auprès de la banque Banco Popolare afin de financer des investissements informatiques. Le solde de cet emprunt est de 0,3 M€.
- La société Solving Efeso BV a contracté un emprunt de 0,5 M€ sur 3 ans auprès de Rabobank en 2012 afin de financer l'acquisition des titres de sa filiale Flecto BV. Le solde de cet emprunt est de 0,1 M€.
- Les découverts bancaires et affacturage des créances clients auprès des banques et établissements financiers par les sociétés du Groupe s'élèvent à 5,0 M€.

Fin 2014, l'endettement net représente 12,9% des capitaux propres contre 16,3% à fin 2013.

⁴ Société Partners in Action, détenue à 62,45% par des Fonds Communs de placement à risques (FCPR Argos Soditic V-A, FCPR Argos Soditic V-B, FCPR Argos Soditic V-C) dont Argos Soditic France est société de gestion, et à 37,55% par les principaux dirigeants et managers du groupe Solving Efeso International ("Partners")

- **Liquidité et financement**

Les opérations financières menées en 2010 dans le cadre de l'accord d'investissement conclu avec Argos Soditic en juin (augmentations de capital et remboursement anticipé de la quasi-totalité de l'emprunt Oceane) ont rétabli la solidité financière du Groupe. Depuis, le Groupe a conclu des contrats de prêts amortissables décrits au paragraphe précédent. Pour l'exercice 2015 la liquidité et le financement du Groupe sont ainsi assurés. Les efforts engagés en vue de réduire le besoin en fonds de roulement et d'optimiser la centralisation de la trésorerie seront poursuivis et amplifiés.

7 - Risques de taux d'intérêt

Voir note 9 des annexes des comptes consolidés.

8 - Risques de change

Voir note 9 des annexes des comptes consolidés.

Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

9 - Risques sur litiges

Des risques sur litiges existent sur des différends : litiges prud'homaux sur la société mère.

En outre, il existe un litige entre le Groupe et l'actionnaire à 45,5% de la société argentine Management Consultant, filiale du Groupe détenue à 51% et sans activité depuis 2004. Par jugement du 14 décembre 2012, le juge argentin a débouté l'actionnaire minoritaire de ses poursuites. Celui a fait appel de la décision et a été débouté de nouveau. Le délais d'interjection de cette décision est maintenant prescrit. Le Groupe n'a pas constitué de provisions pour ce litige.

Sur l'ensemble des litiges en cours, le groupe adopte une attitude de prudence en provisionnant de façon raisonnable les risques évalués par ses conseils, dès leur survenance. La société n'est cependant pas à l'abri de risques se révélant plus lourds que ce qui a été primitivement évalué.

10 - Risques liés aux tests de dépréciation sur écarts d'acquisition

On se reportera à l'annexe des Comptes consolidés, Principes et méthodes comptables (Dépréciation des actifs à long terme) et note 2 (Écarts d'acquisition).

11 - Couverture des risques - Politique d'assurances

Le groupe a conclu des assurances à l'échelon de la maison mère et à l'échelon des filiales.

Solving Efeso International, maison mère, a conclu pour son compte propre et celui de ses filiales françaises :

- Les contrats habituels « Dommages »
- Une assurance « Responsabilité Civile Professionnelle »
- Une assurance « Responsabilité Civile Exploitation ».

Les filiales, pour leur part, ont conclu des assurances « Dommages », et des assurances liées aux législations en vigueur. A la connaissance de Solving Efeso International, les montants garantis sont conformes aux pratiques en vigueur dans son domaine d'activité.

Aucun sinistre significatif n'a été déclaré sur l'exercice.

Il faut remarquer qu'à l'exception des assurances « Dommages », les assurances liées à l'activité professionnelle n'ont pas eu à être activées dans les dernières années.

18. CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L225-86 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

En vertu des dispositions des articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, il conviendra de :

1/ Approuver les conventions nouvelles, intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, régulièrement autorisées par le Conseil de Surveillance, au cours dudit exercice ;

2/ Prendre acte des conventions antérieures approuvées au titre des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés, en vertu des dispositions de l'article D.116 du Décret du 23 avril 1967, de l'ensemble de ces conventions qu'ils décrivent dans leur rapport spécial.

19. CONVENTIONS COURANTES SIGNIFICATIVES

La liste et l'objet des conventions courantes et significatives visées par l'article L.225-87 du Code de commerce ont été communiqués aux membres du Conseil de Surveillance.

20. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le 6 avril 2015, le Groupe informe avoir signé un contrat de cession le 3 avril 2015 qui porte sur 100% du capital et des droits de vote de la société Empact. Cette opération est financée, pour partie, à hauteur de 5 M€ par une augmentation de capital de Solving Efeso International (« le Groupe ») réservée aux actionnaires d'Empact, à 2,60€ par action nouvelle.

En outre, des compléments de prix d'un montant maximal inférieur à 2,5 M€ pourraient être versés en fonction de la réalisation d'objectifs mesurés sur les exercices clôturant les 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016.

Le prix de l'acquisition (hors trésorerie de la cible et hors compléments de prix) correspond à **3,6x la moyenne de l'EBITDA des exercices 2013 et 2014**. Cette acquisition serait **relative** dès l'exercice 2015 et permettrait au Groupe d'**accélérer la croissance de son revenu et de son résultat**.

Par comparaison avec les résultats consolidés 2014 : (i) le chiffre d'affaires 2014 d'Empact (8,2 M€) représente 12% du chiffre d'affaires consolidé 2014 de Solving Efeso International, (ii) l'EBITDA 2014 d'Empact (2,2 M€) représente 32% de l'EBITDA consolidé 2014 de Solving Efeso International.

L'endettement net du groupe n'augmentera pas de plus de 5 M€, hors les compléments de prix qui pourraient s'ajouter au prix de base, du fait de l'acquisition et de la consolidation du bilan d'Empact.

AUGMENTATION DE CAPITAL

L'opération est financée à hauteur de 5 M€ par la souscription en numéraire par les actionnaires d'Empact à une augmentation de capital de Solving Efeso International réservée du même montant (prime d'émission incluse).

Cette augmentation de capital est réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en application de la résolution n°10 votée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2014⁵.

Dans ce cadre, 1 923 076 actions nouvelles seront émises, soit 8,6% de titres supplémentaires par rapport au nombre de titres formant le capital de Solving Efeso International au jour de l'opération, au prix unitaire de 2,60€. A l'issue de l'augmentation de capital réservée, les actionnaires d'Empact détiendront 7,9% des titres de Solving Efeso International.

La souscription à cette augmentation de capital sera libérée par compensation avec une partie de la créance du prix d'acquisition détenue par chacun des actionnaires d'Empact à l'encontre de Solving Efeso International.

Conformément à la réglementation, l'offre de titres financiers ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF.

REINVESTISSEMENT DES DIRIGEANTS D'IMPACT POUR 50% DU PRIX DE CESSIION

Les dirigeants d'Empact s'engagent à réinvestir 25% du prix de cession dans le Groupe et 25% du prix de cession dans la société Partners in Action⁶ (« PIA »).

Réinvestissement dans le Groupe

⁵ Résolution numéro 10 de l'Assemblée Générale Mixte de Solving Efeso International du 28 mai 2014 : Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social d'un montant de trois millions (3.000.000) d'euros en nominal par émission d'actions ordinaires (et/ou d'autres valeurs mobilières) donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes conformément à l'article L.225-138 du Code de commerce, dans le contexte d'opérations de croissance externe.

⁶ Détenue à 62,45% par des Fonds Communs de placement à risques (FCPR Argos Soditic V-A, FCPR Argos Soditic V-B, FCPR Argos Soditic V-C) dont Argos Soditic France est société de gestion, et à 37,55% par les principaux dirigeants et managers du groupe Solving Efeso International ("Partners").

Au jour de la signature du contrat de cession, les dirigeants d'Empact s'engagent à conserver 1 081 732 actions du Groupe émises dans le cadre de l'opération. Ces titres représentent 25% du prix de cession et 4,5% du capital après l'augmentation de capital. 25% de ces titres pourront être cédés à compter du 16 mai 2017, 25% supplémentaires à compter du 16 mai 2018. A compter du 1^{er} janvier 2019, les 50% restant pourront être cédés.

Réinvestissement dans PIA

Le jour de la réalisation de l'opération, les dirigeants d'Empact céderont à PIA 841 344 actions nouvelles de Solving Efeso International. Concomitamment à cette cession, les dirigeants d'Empact souscriront à une augmentation de capital de PIA pour un montant équivalent à 25% du prix de cession.

A l'issue de l'opération, le capital de Solving Efeso International sera détenu à 76% par la société PIA, contre 79% précédemment. Les dirigeants d'Empact détiendront directement 4,5% des titres de Solving Efeso International.

CALENDRIER DE L'OPERATION

L'opération sera finalisée lors de l'augmentation de capital de Solving Efeso International qui devrait intervenir environ 30 jours après la date de signature du contrat de cession, et au plus tard le 31 mai 2015.

22. FAITS CARACTERISTIQUES JURIDIQUES INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE SOCIAL DE SOLVING INTERNATIONAL

Les évolutions du périmètre ont été les suivantes, sur l'année 2014 :

- L'Assemblée Générale de la filiale Solving Efeso AB du 20 mars 2014 a décidé d'augmenter le capital social de 478 310 SEK assorti d'une prime d'émission de 2 745 499, soit une augmentation des capitaux propres de 3 223 809 SEK, par l'émission de 478 310 actions nouvelles. Après incorporation des reports à nouveau débiteur, le capital de Solving Efeso AB devient 304 439 SEK, soit 50,7% du capital social et est conforme à ses obligations statutaires.
- Efeso Holdings Ltd, détenue à 100% par Solving Efeso International SA, a participé à cette augmentation de capital à proportion de son pourcentage de détention antérieur au côté des actionnaires minoritaires par conversion de créances pour un montant de 2 791 460 SEK ou 307 690 €.
- Le 30 juin 2014, les filiales italiennes Solving Efeso Srl et Efeso Services Srl ont été fusionnées.
- Dissolution de la filiale coréenne détenue à 100% en août 2014.

23. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et de développement engagées par Solving Efeso International s'inscrivent dans le cadre de l'outil de capitalisation et de valorisation des connaissances et expériences accumulées au sein du Groupe, dénommé « Toolkit ».

Cet outil est destiné à recueillir, sous une formalisation et selon une méthodologie homogène, l'ensemble des acquis des missions menées par les équipes de consultants, ainsi que les recherches en cours, en vue d'enrichir et d'améliorer les méthodes d'intervention chez les clients.

Il a vocation également à servir de vecteur privilégié pour le travail en commun, partagé, entre les consultants et les équipes des entreprises clientes.

Les travaux de recherche, d'évolution technologique et de gestion des connaissances portent sur l'établissement des méthodologies ou sur leurs enrichissements. Ils sont réalisés par chaque filiale en fonction de ses spécificités ou en travaux de Groupe associant plusieurs filiales. Ces travaux associent fréquemment des universitaires spécialistes des sujets concernés. Les coûts correspondants font l'objet de programmes annuels.

Toutes les dépenses engagées par Solving Efeso en matière de veille technologique, de gestion des connaissances et de recherche ont été imputées en charges de l'exercice.

Solving Efeso n'a pas réalisé dans le courant de l'exercice clos le 31 décembre 2014, de travaux de recherche et développement répondant aux critères d'immobilisation.

Les travaux menés au cours de l'année 2014 ont concerné, essentiellement :

- Solving Efeso International :
 - Innovation velocity Model
- Efeso Consulting France :

- Intégration de la chaîne logistique entre un industriel FMCG et une société de Distribution

Ces travaux ont fait l'objet d'un dossier de Crédit d'Impôt Recherche, pour un montant global de dépenses de 517 K€, dont le produit a été inscrit dans les comptes 2014 pour un montant total net de 155 K€.

- Autres travaux menés au sein de Solving France SA, Efeso SAS (France), Efeso Srl (Italie), Efeso Services Srl (Italie), Solving International UK (Grande Bretagne) pour l'essentiel :
 - Supply chain
 - Extension et adaptation de la méthodologie « WCOM » (World Class Operations Management ou amélioration de la performance industrielle en vue d'atteindre un niveau d'excellence) aux domaines d'activité : Compétitivité par les coûts, Achats, Développement Durable.

24. INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATS OU FONCTIONS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Monsieur Roland Fitoussi : Président d'honneur	CS du 31 mai 2012 Président du Conseil d'administration de SQLI Gérant d'Hip Fénelon Président de Sethi
Monsieur Jean Veillon : Président	Renouvellement du mandat lors de l'Assemblée Générale du 31 mai 2014 jusqu'à l'approbation des comptes clôturés le 31 décembre 2017 Président de Solving Middle-East Directeur d'Efeso Consulting Ltd (UK) Administrateur de Solving Efeso Nordic Countries AB (Suède) Administrateur de Solving International Ltd (UK) Gérant de Rocaver SARL Gérant de Société Civile Agricole Hortifrance Président du Conseil de Surveillance de Partners in Action SA Administrateur d'Efeso Holdings Ltd Administrateur d'Efeso Consulting Company Ltd Administrateur d'Efeso Consulting Shanghai Co., Ltd Administrateur d'Efeso Consulting Zrt Administrateur d'Efeso Consulting GmbH

Administrateur de Solving Efeso Srl
Administrateur d'Efeso Consulting Ltd
Administrateur d'Efeso China Holding Ltd
Administrateur d'Efeso Russia Ltd
Administrateur de Solving Efeso Private LTD

Madame Alessandra
FARAONE : Membre

Renouvellement du mandat lors de l'Assemblée Générale du 31 mai 2012 jusqu'à l'approbation des comptes clôturés le 31 décembre 2016

Présidente du Cabinet Studio Faraone
Administrateur Unique de Immobiliare 2005 S.r.l.
Administrateur d'Efeso Holdings Ltd
Administrateur d'Efeso Consulting Company Ltd
Administrateur de Solving Efeso Srl
Administrateur d'Efeso China Holding Ltd
Administrateur d'Efeso Consulting Ltd Korea
Administrateur de Solving Efeso Private LTD

Monsieur Louis GODRON : Vice
Président

Renouvellement du mandat lors de l'Assemblée Générale du 31 mai 2014 jusqu'à l'approbation des comptes clôturés le 31 décembre 2017

2010 à 2014 Partners In Action SA DGU puis Président du Directoire puis Vice-Président du Conseil de surveillance

2010 à 2014 Argos Soditic France SAS Directeur Général (jusqu'en octobre 2012) puis Président

2010 à 2014 Argos Soditic France SAS Membre du Comité d'Investissement (jusqu'en octobre 2012) puis Président

2010 à 2014 Argos Soditic Partners (Luxembourg) Administrateur

2011 à 2014 Argos Expansion SAS Membre du Comité de surveillance

2011 à 2014 Argos Expansion SAS Membre du Comité d'Investissement

2012 à 2014 AFIC (Association Française des Investisseurs pour la Croissance) Président (jusqu'en juin 2014)

2012 à 2014 La Maison du Capital Investissement (SCI) Représentant légal de l'AFIC, gérant de la SCI (jusqu'en juin

2014)

2013 à 2014 APHIC (Association Philantropique des Investisseurs pour la Croissance) Président du Conseil d'administration (jusqu'en juin 2014)

2013 à 2014 Institut du Service Civique Trésorier

2013 à 2014 Enternext Administrateur

2010 à 2014 HBE SAS Membre du Comité de surveillance

2010 à 2014 Dollar Universe SAS - devenue Orsyp Président du Conseil de surveillance (jusqu'en mai 2014)

2010 à 2014 Maïa SAS Président puis Président du Comité de surveillance

2010 à 2014 One Tech Beyond SARL Gérant

2010 à 2014 SCI Xanadu Gérant

2010 à 2014 SCI Pamplemousses Gérant

2010 à 2014 SCI Vezin Gérant

2010 à 2014 SCI Chamarel Gérant

2010 à 2014 SCI 1667 Gérant

2010 à 2012 AFIC (Association Française des Investisseurs pour la Croissance) Membre du Conseil d'Administration (jusqu'en juin 2012)

2011 à 2012 AFIC (Association Française des Investisseurs pour la Croissance) Trésorier (jusqu'en juin 2012)

2010 à 2012 Buffet Crampon Holdings SAS Président du Conseil de surveillance

2010 à 2012 Buffet Crampon SAS Président du Conseil de surveillance

2010 à 2012 HB Investissement SAS Membre du Comité de surveillance

2010 à 2012 Sysload Software SA Président du Conseil de surveillance

2010 à 2011 Alkaline SA Membre du Conseil de surveillance

Monsieur Gilles MOUGENOT :
Membre

Renouvellement du mandat lors de l'Assemblée Générale du 31 mai 2014 jusqu'à l'approbation des comptes clôturés le 31 décembre 2017

2010 Partners In Action SA Président du Conseil de surveillance

2010 à 2014 Argos Soditic Partners (Luxembourg) Président du Conseil d'administration

2010 à 2014 Argos Soditic Italia S.p.A. (Italie) Président du Conseil d'administration

2012 à 2014 Argos Soditic SA (Suisse) Administrateur

2010 à 2014 Argos Soditic France SAS Président du Comité d'Investissement (jusqu'en octobre 2012) puis membre du Comité d'Investissement

2011 à 2014 Argos Expansion SAS Président du Comité de surveillance

2011 à 2014 Argos Expansion SAS Membre du Comité d'Investissement

2012 à 2014 Decofi Benelux (Belgique) Gérant

2012 à 2014 SCI du Sel Gérant

2013 à 2014 SCI du 14 rue des Marronniers Gérant

2013 à 2014 NDG Group (Luxembourg) Administrateur

2013 à 2014 Via Delle Perle (Italie) Administrateur

2013 à 2014 Newvalves SAS Président du Comité de surveillance

2014 Continentale Nutrition Développement SAS Membre du Comité de surveillance

2014 Continentale Nutrition SA Membre du Conseil de surveillance

2010 à 2014 Ynerga SAS Président puis Président du Comité de surveillance

2010 à 2014 Aérostructures Civiles et Militaires de France SAS Président du Comité de surveillance (jusqu'en février 2014)

2010 à 2014 Five Islands Advisors LLC (Etats-Unis) Manager

2011 à 2014 Decofi SAS Président

2010 à 2014 Decofi (Suisse) Gérant

2010 à 2014 I-Source Gestion Membre du Conseil de surveillance

2010 à 2014 3G Investissements SAS Président

2010 à 2014 Cap Mezzanine (Maroc) Membre du Comité d'Investissement

2010 à 2014 Douze Immobilier SARL Gérant

2010 à 2014 Toutsavoir SARL Gérant

2010 à 2013 FPPM L'Européenne de Marbre SAS Membre du Comité de surveillance

2010 à 2012 Argos Soditic France SAS Président

2011 à 2012 SES Nouvelle SAS Représentant d'Argos Soditic Partners au Conseil de surveillance

2010 à 2012 Funéraires Développement SAS Membre du Conseil de surveillance

2010 à 2012 Buffet Crampon Holdings SAS Membre du Conseil de surveillance

2010 à 2011 Decofi SARL Gérant (jusqu'en décembre 2011)

2010 à 2011 Alkaline SA Vice-Président du Conseil de surveillance

2010 à 2011 Shop Novation SAS Président du Comité de surveillance
 2010 à 2011 Mertz Conteneurs Représentant permanent d'Argos Soditic France au Comité de surveillance
 2010 à 2011 La Baule PLV SAS Président puis Membre du Conseil de surveillance
 2010 à 2011 OSEO Sofaris / OSEO Garantie Censeur
 2010 Food Service Network Sàrl (Luxembourg) Gérant
 2010 Bassano Conseil SAS Président du Comité de surveillance

Andrea ODDI : Membre

Renouvellement du mandat lors de l'Assemblée Générale du 31 mai 2014 jusqu'à l'approbation des comptes clôturés le 31 décembre 2017

2010 à 2014 Partners In Action SA Membre du Conseil de surveillance

2014 Elledent Srl (Italie) Administrateur

2014 Banca Popolare FrioulAdria (Italie) Administrateur

2010 à 2014 Termoindustriale S.p.A. (Italie) Président du Conseil d'administration (fin de mandat avant le 31/12/2014)

2010 à 2014 Oasi (Italie) Administrateur (fin de mandat avant le 31/12/2014)

2010 à 2014 Orsyp Italia Srl (Italie) Président du Conseil d'administration (fin de mandat avant le 31/12/2014)

2010 à 2012 Pantex International (Italie) Président du Conseil d'administration

2010 à 2012 Bellco S.p.A. Administrateur

Monsieur Wilhemus Johannes Tolboom : Membre

Nommé lors de l'Assemblée Générale du 31 mai 2012

Managing Director Solving Efeso BV (Netherlands)

Managing Director de Tolboom Vooruit BV

Richard Reis : Membre

Cooptation au Conseil de Surveillance du 24 mars 2014 en remplacement de Jérémie Falzone démissionnaire

DIRECTOIRE

Monsieur Filippo Mantegazza : Président	Président de Solving International Inc. Président d'Efeso Holdings Ltd (GB) Président d'Efeso Consulting Ltd (GB) Président de Solving Efeso Srl (Italie) Président d'Efeso Consulting SAS (France) Président de Solving Efeso Iberia SA (Espagne) Président d'Efeso Consulting Zrt (Hongrie) Président de Solving Efeso Consultoria Ltda (Brésil) Président d'Efeso Consulting Gmbh (Allemagne) Président de Solving Efeso BV (Pays-Bas) Président de Solving Efeso Nordic Countries AB (Suède) Président Président de Solving Efeso Inc (USA) Président d'Efeso China Holdings Ltd Président d'Efeso Consulting Shanghai Co. Ltd Administrateur d'Efeso Russia Ltd Président du Directoire de Partners in Action SA
Monsieur Carlo Baroncelli : Membre	Président de Jitech Snc Membre du Directoire de Partners in Action SA
Monsieur Angelo Luca Lecchi : Membre	Directeur Général d'Efeso Consulting SAS Directeur Général Délégué de Solving Efeso International SA Membre du Directoire de Partners in Action SA

25. PERSPECTIVES

Acquisition de la société Belge de Conseil Empact

Le 6 avril 2015, le Groupe informe avoir signé un contrat de cession qui porte sur 100% du capital et des droits de vote de la société Empact. Le prix de l'acquisition (hors trésorerie de la cible et hors compléments de prix) correspond à 3,6x la moyenne de l'EBITDA des exercices 2013 et 2014. Cette acquisition serait relative dès l'exercice 2015.

L'acquisition d'Empact consolide l'offre innovante et distinctive du Groupe. Les offres prennent appui, de façon similaire, sur un accompagnement stratégique et opérationnel efficace, rapide et pertinent, ainsi que sur un transfert des savoir-faire et sur des résultats mesurables. Elle donne une entrée directe sur le marché belge, où sont présents de grands groupes internationaux. Enfin, elle permet d'élargir les domaines d'intervention dans les secteurs d'activité où chacun des deux partenaires est actuellement fortement implanté, qu'il s'agisse de l'industrie, cœur de métier de Solving Efeso International, ou des services, secteur de pointe d'Empact, lequel affiche une forte croissance⁷.

Marché du conseil 2015

Selon l'enquête conduite par «Source for Consulting» auprès de 2 600 clients de prestations de conseil dans le monde, la propension à utiliser des services de consulting augmente en 2015 par rapport à 2014 : 33% des sondés déclarent qu'ils feront plus appel aux sociétés de conseil en 2015, alors qu'ils étaient 12% à le déclarer en 2014.

Au vu de la montée en puissance du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2014 et des signaux positifs qui viennent du marché, le Groupe, dans un environnement macroéconomique restant incertain, a pour objectif de réaliser une croissance organique supérieure à celle du marché du conseil en 2015 et de voir sa rentabilité opérationnelle progresser plus vite que ses ventes. L'opération de croissance externe mentionnée ci-dessus, augmentera ultérieurement la croissance du Groupe, notamment par le développement de ses activités dans le secteur des services financiers.

La stratégie offensive du Groupe s'appuiera sur le renforcement de sa position en Europe, le développement à l'international, notamment en Asie, l'acquisition de sociétés aux expertises à forte valeur ajoutée, élargissant sa présence géographique et son empreinte sectorielle.

Filippo Mantegazza
Président du Directoire

⁷ Croissance du conseil aux sociétés de services : +8% en 2015 selon l'étude de SourceForConsulting.com

SOLVING INTERNATIONAL – RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

SOLVING EFESO INTERNATIONAL - RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES					
	2014 euros	2013 euros	2012 euros	2011 euros	2010 euros
I CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
. Capital social	11 188 676	11 188 676	11 188 676	8 528 568	8 528 568
. Nombres des actions ordinaires existantes	22 377 352	22 377 352	22 377 352	22 377 352	22 377 352
. Nombre des actions à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
. Nombre maximal d'actions futures à créer par conversion d'obligations	0	0	0	71 542	71 542
. par exercice de droits de souscription ou actions gratuites	0	6 075	44 575	61 745	107 245
II OPERATIONS & RESULTATS DE L'EXERCICE					
. Chiffre d'affaires hors taxes	10 538 813	10 433 240	10 104 305	5 147 091	1 214 145
. Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	907 052	-2 031 387	709 285	-2 598 546	-3 400 917
. Impôts sur les bénéfices	-758 598	-709 859	-516 236	-498 242	-615 323
. Participation des salariés due au titre de l'exercice	0				
. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 899 452	1 782 309	-387 038	2 547 211	-3 000 121
. Résultat distribué (1)	895 904	895 094	671 321	671 321	0
III RESULTATS PAR ACTION					
. Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,07	-0,06	0,05	-0,09	-0,13
. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,08	0,08	-0,02	0,11	-0,13
. Dividende attribué à chaque action (1)	0,04	0,04	0,03	0,03	0,00
IV PERSONNEL					
. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	28	29	33	5	5
. Montant de la masse salariale de l'exercice	2 658 454	3 222 469	3 447 570	591 706	982 588
. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (cofisations sociales, oeuvres sociales...)	813 425	1 015 343	1 077 830	161 047	221 880

(1) Pour l'exercice 2014, proposition du Directoire

Tableau récapitulatif des délégations et autorisations en cours de validité au 31 décembre 2014 accordées par l'assemblée générale mixte du 28 mai 2014 au Directoire en matière d'augmentation de capital

Nature		Plafond nominal (a)	Utilisation en 2014 en nominal	Solde disponible au 31/12/2014 en nominal ou en nombre d'actions	Date de la délégation ou de l'autorisation	Durée de l'autorisation donnée au Directoire
Plafond global d'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital	Capital social nominal	5.000.000 € d'actions de la société avec maintien du DPS par placement privé et/ou offre au public (a)			AGM du 28 mai 2014 (9 ^{ème} résolution)	26 mois
		3.000.000 € d'actions de la société avec suppression du DPS par placement privé et/ou offre au public (a)			AGM du 28 mai 2014 (10 ^{ème} résolution)	18 mois
		Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail.			AGM du 28 mai 2014 (13 ^{ème} résolution)	26 mois

(a) La 12^{ème} résolution du procès-verbal de l'AGM du 28 mai 2014 prévoit que le directoire peut décider, en cas d'utilisation des délégations qui lui ont été consenties par la 9^{ème} et 10^{ème}, d'augmenter le nombre de titres émis dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

2014

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014

SOLVING EFESO INTERNATIONAL

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

AU 31 DECEMBRE 2014

IFRS

Milliers euros

ACTIF	Note	31/12/2014	31/12/2013
ACTIFS NON COURANTS			
Ecart d'acquisition	1 & 2	35 356	35 356
Autres immobilisations incorporelles	3	795	602
Immobilisations corporelles	3	800	805
Actifs financiers disponibles à la vente	3	1	101
Autres actifs non courants	3	292	281
Actifs d'impôts non courants	3	3 135	3 005
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		40 380	40 149
ACTIFS COURANTS			
Clients et comptes rattachés	4	20 879	19 827
Autres actifs courants	4	4 372	4 097
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	5 478	5 440
TOTAL ACTIFS COURANTS		30 728	29 365
TOTAL ACTIF		71 108	69 514

SOLVING EFESO INTERNATIONAL

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

AU 31 DECEMBRE 2014

IFRS

Milliers euros

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	Note	31/12/2014	31/12/2013
CAPITAUX PROPRES	5		
Capital émis		11 189	11 189
Autres réserves		25 840	24 043
Résultat de l'exercice		3 274	2 810
Participations ne donnant pas le droit au contrôle (minoritaires)		1 360	1 500
TOTAL CAPITAUX PROPRES		41 663	39 542
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	6	2 036	3 830
Passif d'impôts non courants	7	161	142
Provisions à long terme	7	1 361	1 557
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		3 558	5 529
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés		8 517	7 385
Emprunts à court terme	6	8 814	8 041
Autres passifs courants	8	8 556	9 016
TOTAL PASSIFS COURANTS		25 887	24 443
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		71 108	69 514

SOLVING EFESO INTERNATIONAL
ETAT DU RESULTAT GLOBAL
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
2014

IFRS
Milliers euros

	Note	31/12/2014	31/12/2013
Chiffre d'affaires	9	63 884	65 588
Autres produits de l'activité		338	273
Charges de personnel		(20 245)	(21 569)
Charges externes		(36 773)	(37 280)
Impôts et taxes		(429)	(407)
Dotation aux amortissements		(515)	(473)
Dotation aux provisions		(334)	(355)
Résultat opérationnel courant		5 926	5 778
Autres produits et charges opérationnels	10	(222)	(206)
Résultat opérationnel		5 704	5 572
Coût de l'endettement financier brut		(474)	(485)
Coût de l'endettement financier net	11	(474)	(485)
Autres produits et charges financiers	12	148	(311)
Charge d'impôt	13	(1 381)	(1 193)
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		3 998	3 584
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	14	(42)	
Résultat net		3 956	3 584
Part du groupe		3 274	2 810
Participations ne donnant pas le droit au contrôle (minoritaires)		682	773
Résultat net part du Groupe de base par action	15	0,15	0,13
Résultat net part du Groupe dilué par action	15	0,15	0,13

	31/12/2014	31/12/2013
Nombre d'actions	22 377 352	22 377 352
Nombre d'actions dilué	22 377 352	22 383 427
dont		
Nombre d'actions en circulation	22 377 352	22 377 352
Exercice des stock-options		6 075
Attributions d'actions gratuites	-	-

SOLVING EFESO INTERNATIONAL
ETAT DU RESULTAT GLOBAL
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX
2014

IFRS

Milliers euros

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net	3 956	3 584
Ecart de conversion	(79)	(171)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(79)	(171)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 877	3 413
Part du groupe	3 153	2 733
Participations ne donnant pas le droit au contrôle (minoritaires)	724	680

SOLVING EFESO INTERNATIONAL

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

2014

IFRS

Milliers euros

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	3 956	3 584
Résultat net des activités abandonnées		
Dotations et Reprises aux amortissements et provisions	147	828
Plus et moins-values de cessions nettes d'impôt	-	
Variation nette sur l'exercice des impôts différés	(111)	(467)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net	3 992	3 945
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	(493)	(3 442)
(A) Flux de trésorerie généré par l'activité	3 499	503
<i>dont flux de trésorerie généré par les activités abandonnées</i>	<i>(42)</i>	
Acquisitions d'immobilisations	(571)	(350)
Cessions d'immobilisations	128	113
Incidence des variations de périmètre	102	(593)
Paiements différés sur acquisitions	(171)	(1 453)
(B) Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(511)	(2 283)
Variations de capital et primes d'émission		
Variation des réserves consolidées	(45)	(15)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(912)	(452)
Dividendes versés aux actionnaires de Solving Efeso International	(894)	(671)
Emprunts bancaires : augmentations (+) ou remboursements (-)	(1 021)	3 105
(C) Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 872)	1 967
Incidence des variations des cours des devises	(79)	(171)
(D) Effet des Variations des cours de change sur la trésorerie	(79)	(171)
Variation de trésorerie nette = A + B + C + D	37	16
Trésorerie nette à l'ouverture	5 440	5 424
Trésorerie nette à la clôture	5 478	5 440
Variation de trésorerie nette	37	16

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2014

IFRS

Milliers euros

Milliers d'euros	GROUPE							Participations de donnant pas le contrôle			TOTAL
	Capital	Réserves liées au capital	Titres au-détenus	Réserves consolidées	Résultat de la période	Réserves de conversion	Capitaux propres part du groupe	Réserves consolidées	Résultat de la période	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres 31/12/2012	11 189	24 550	12	-660	2 417	-901	36 605	608	644	1 253	37 858
Résultat net de la période					2 810		2 810		773	773	3 584
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-77	-77	-94		-94	-171
Résultat global de la période					2 810	-77	2 733	-94	773	680	3 413
Opérations sur le capital							0			0	0
Paiements fondés sur des actions							0			0	0
Opérations sur titres auto-détenus			-4				-4			0	-4
Affectation de résultat				2 417	-2 417		0	644	-644	0	0
Variation de périmètre				-609			-609	17		17	-593
Dividendes versés nets				-671			-671	-452		-452	-1 123
Autres variations				-12			-12	3		3	-9
Total des variations	0	0	-4	1 124	-2 417	0	-1 296	212	-644	-432	-1 728
Capitaux propres 31/12/2013	11 189	24 550	8	464	2 810	-978	38 042	727	774	1 500	39 542
Résultat net de la période					3 274		3 274		682	682	3 956
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-121	-121	42		42	-79
Résultat global de la période					3 274	-121	3 153	42	682	724	3 877
Opérations sur le capital							0			0	0
Paiements fondés sur des actions							0			0	0
Opérations sur titres auto-détenus			-45				-45			0	-45
Affectation de résultat				2 810	-2 810		0	774	-774	0	0
Variation de périmètre				53			53	49		49	102
Dividendes versés nets				-894			-894	-912		-912	-1 806
Autres variations				-6			-6	-2		-2	-8
Total des variations	0	0	-45	1 963	-2 810	0	-892	-91	-774	-865	-1 757
Capitaux propres 31/12/2014	11 189	24 550	-37	2 427	3 274	-1 099	40 302	678	682	1 360	41 663

ORGANIGRAMME AU 31 DECEMBRE 2014

	% Contrôle	% Intérêts	Pays
Solving Efeso International SA			
Efeso Consulting SAS	95,05%	95,05%	France
Solving Efeso Srl	100,0%	100,0%	Italie
Solving Efeso Iberia SA	70,0%	70,0%	Espagne
Solving Efeso Portugal Lda	100,0%	70,0%	Portugal
Solving Efeso BV	94,7%	94,7%	Pays-Bas
Solving International Middle East LLC	39,3%	38,2%	(1) Dubaï - Emirats Arabes Unis
Hands On Mangament Consulting Sarl	70,0%	70,0%	Egypte
Hands On Mangament Consulting Ltd	73,0%	51,1%	Saudi Arabia
Efeso Holdings Ltd	100,0%	100,0%	Grande Bretagne
Efeso Consulting Ltd	100,0%	100,0%	Grande Bretagne
Solving Efeso (UK) Ltd	90,0%	90,0%	Grande Bretagne
Solving Efeso AB (Nordic Countries)	86,59%	86,59%	Suède
Efeso Consulting GMBH	54,90%	54,90%	Allemagne
Solving Efeso Suisse	100,0%	100,0%	Suisse
Efeso Consulting Zrt	100,0%	100,0%	(2) Hongrie
Efeso Consulting Ltd Russian Federation	100,0%	100,0%	Fédération de Russie
Solving Efeso Inc.	90,0%	90,0%	USA
Solving Efeso Consultoria Ltda	100,0%	100,0%	(3) Brésil
Efeso China Holdings Ltd	100,0%	100,0%	Grande Bretagne
Efeso Consulting Shanghai Co Ltd	100,0%	100,0%	Shanghai - Chine
Solving Efeso India Q-Spread Ltd	60,0%	60,0%	India
Solving Efeso Singapore	100,0%	100,0%	Singapore
<p>(1) Dont 11,33% via Solving Efeso BV; attribution de 66,4% du résultat</p> <p>(2) Dont 75% en direct et 25% via Solving Efeso International</p> <p>(3) Dont 90% en direct et 10% via Solving Efeso International</p>			
Autres participations			
Management Consultants (Argentine)	51,00%	Société inactive	
Solving International GmbH (Allemagne)	8,00%	Société inactive	
Resolving Strategy Finance Srl (Italie)	2,90%	via Solving Efeso Srl; non consolidée	
European Consulting (Italie)	1,00%	via Solving Efeso Srl; non consolidée	
Bohlin & Strömberg Företagskonsult (Suède)	100,00%	via Solving Efeso Nordic Countries AB; non consolidée	

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'Assemblée Générale de la filiale Solving Efeso AB du 20 mars 2014 a décidé d'augmenter le capital social de 478 310 SEK assorti d'une prime d'émission de 2 745 499 SEK, soit une augmentation des capitaux propres de 3 223 809 SEK par l'émission de 478 310 actions nouvelles, pour le porter à 3 345 499 SEK. Après incorporation des reports à nouveau débiteur, le capital de Solving Efeso AB devient 304 439 SEK, soit 50,7% du capital social et est conforme à ses obligations statutaires.

Efeso Holdings Ltd, détenue à 100% par Solving Efeso International SA, a participé à cette augmentation de capital à proportion de son pourcentage de détention antérieur au côté des actionnaires minoritaires par conversion de créances pour un montant de 2 791 460 SEK ou 307 690 €.

Le 30 juin 2014, la filiale italiennes Solving Efeso Srl, détenue à 100% par Solving Efeso International SA a fusionné avec sa fille à 100% Efeso Services Srl.

La filiale coréenne détenue à 100% est dissoute en août 2014, Son activité est transférée à Singapour depuis 2013.

2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2014 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 23 mars 2015, date d'arrêté de ces comptes par le Directoire. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Ces normes sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable sur l'exercice.

Évolutions normatives

1 / Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1er janvier 2014

NORMES, AMENDEMENTS OU INTERPRETATIONS	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	29 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IAS 28 révisée « Participation dans les entreprises associées et des co-entreprises	29 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	29 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 11 « Partenariats »	29 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	29 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
Amendement à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	20 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2014
Amendement à IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	20 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2014
Amendement à IAS 32 – Compensation des actifs et des passifs financiers	29 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2014
Amendement à IFRS 10, 11 et 12 et IAS 27 sur les dispositions transitoires	21 novembre 2013	1 ^{er} janvier 2014

L'application de ces textes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers du Groupe au 31 décembre 2014.

2/ Normes comptables ou interprétation que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2014; elles ne sont pas appliquées par le Groupe à cette date.

Normes, amendements ou interprétations	Dates d'adoption par l'IASB	Date d'application selon IASB: exercices ouverts à compter du
IFRS 9 : « Instruments financiers »	24/07/2014	01/01/2018
IFRS 15 : comptabilisation des produits provenant de contrats avec des clients	28/05/2014	01/01/2017
Amendement à IAS 1 : « Présentation des autres éléments du résultat global »	18/12/2014	01/01/2016
Amendement à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : Application de l'exemption de consolidation ».	18/12/2014	01/01/2016
Amélioration des IFRS cycle 2012-2014	25/09/2014	01/01/2016
Amendement à IAS 27 : « La mise en équivalence dans les états financiers individuels »	12/08/2014	01/01/2016
Amendement à IAS 16 et IAS 41 - Agriculture : actifs biologiques producteurs"	30/06/2014	01/01/2016
Amendement à IAS 16 et IAS 38 - Clarification sur les modes d'amortissements acceptables	12/05/2014	01/01/2016
Amendement à IFRS11 - Partenariats : Comptabilisation des acquisitions d'intérêt dans une entreprise commun ("joint operations")	06/05/2014	01/01/2016

L'IASB a publié des normes et des interprétations, adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2014 dont la date d'application est postérieure au 1er janvier 2014. Ces textes n'ont pas été appliqués par anticipation.

Normes, amendements ou interprétations	Dates d'adoption par l'UE	Date d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IAS 19 - Régimes à prestations définies : cotisations de l'employeur	21/11//2013	01/07/2014
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012	17/12/2014	01/07/2014
Améliorations des IFRS cycle 2011-2013	18/12/2014	01/07/2014
Interprétation IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique	14/06/2014	01/07/2014

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés.

Estimations et jugements

Pour l'établissement des états financiers conformément aux normes IFRS, le groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Ces estimations concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, la constatation d'impôts différés actifs, les tests de valeur sur les actifs, le calcul des engagements de retraite et autres avantages à long terme et les provisions courantes et non courantes.

Le groupe reste prudent quant aux perspectives de croissance du marché du conseil à long terme et s'appuie sensiblement sur les mêmes hypothèses d'évolution de l'activité et des marges opérationnelles qu'au 31 décembre 2014, notamment pour l'appréciation de la valeur de ces actifs incorporels.

Principe de consolidation

La société mère exerçant un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés du groupe, toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale. Toutes les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes au groupe ont été éliminés.

Le compte de résultat intègre les comptes des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de leur date d'acquisition et les comptes des sociétés cédées jusqu'à leur date de cession.

Les titres de société qui, bien que répondant aux critères évoqués ci-dessus, ne sont pas consolidés, sont inscrits en « Immobilisations financières ». Il s'agit de sociétés qui, tant individuellement que globalement, ne sont significatives sur aucun des agrégats des comptes consolidés.

Consolidation des filiales

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris, ainsi que les passifs éventuels assumés, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

a- Actifs et passifs identifiables

Il est procédé, lors de la première consolidation d'une entité, à la réévaluation des actifs et des passifs dont la valeur nette comptable diffère de manière significative de leur juste valeur.

Les différences de valeurs (écarts d'évaluation) sont reclassées aux postes de bilan concernés et suivent les règles comptables qui leur sont propres. Le groupe dispose de l'année qui suit l'exercice d'acquisition pour finaliser les évaluations.

b- Ecarts d'acquisition

L'écart constaté à l'occasion d'une prise de participation, entre le prix d'acquisition des titres (y compris les frais accessoires) de la société consolidée et la quote-part du groupe dans ses capitaux propres retraités à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation est affecté aux différences de valeur susceptibles d'être attribuées aux actifs et passifs identifiables. La partie résiduelle non affectée est

inscrite sous la rubrique « Ecart d'acquisition » à l'actif du bilan. Le groupe dispose de l'année qui suit l'exercice d'acquisition pour finaliser les évaluations.

Méthodes de conversion des éléments en devises

c- Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours d'échange à la date de la transaction.

d- Etats financiers des entités étrangères

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Ecart de conversion » en « Réserves consolidées » des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Secteurs opérationnels

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs du groupe soit le Président du Directoire et les managers opérationnels.

L'activité du groupe est organisée autour du métier du conseil et est répartie par pays.

Les indicateurs régulièrement analysés par la direction du groupe sont :

- le chiffre d'affaires réalisé par zone géographique,
- la marge opérationnelle
- l'encours clients attaché à chacun des secteurs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels et progiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition et des fonds commerciaux.

Les logiciels sont amortis sur leur durée d'utilisation attendue par le groupe, suivant le mode linéaire sur une période de 1 à 5 ans.

Les fonds commerciaux font l'objet d'un test de perte de valeur qui donne lieu le cas échéant à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation.

Conformément à la norme IAS 38, les frais de recherche sont enregistrés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. De même, les frais de développement ont été maintenus en charges car ils ne correspondent pas aux six critères énoncés dans la norme. Enfin, les marques, n'étant plus reconnues comme des actifs incorporels, sont comptabilisées en charges.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les coûts des emprunts ne sont pas incorporés dans la valeur des immobilisations.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la base du coût d'acquisition des actifs, en fonction des durées d'utilisation qui s'établissent en général dans les limites suivantes :

Agencements.....	8 à 10 ans
Matériels de bureau et mobiliers.....	3 à 5 ans
Matériels informatiques.....	2 ans

Les écarts résultant de différents taux d'amortissement appliqués dans les différentes sociétés du groupe, à des immobilisations de même nature ne sont pas significatifs et n'ont pas fait l'objet de retraitement dans le compte de résultat consolidé.

Contrats de crédit bail

Les biens dont le groupe dispose par contrat de crédit-bail, sont traités comme des immobilisations acquises à crédit. L'immobilisation est amortie sur sa durée de vie économique pour le groupe. La dette est amortie sur la durée du contrat de crédit-bail.

Seuls les éléments significatifs ont fait l'objet d'un retraitement. En 2014, aucun retraitement n'a été effectué.

Contrats de location

Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels le groupe supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figure en dettes financières).

Les locations simples sont présentées dans les engagements hors bilan.

Les biens pris en location par SOLVING EFESO INTERNATIONAL sont des contrats de location simple de photocopieurs conclus pour une durée de 5 ans au maximum. Ces contrats ne transfèrent pas au groupe l'essentiel des risques et avantages liés à la propriété de l'actif selon la définition de l'IAS 17.

Dépréciation des immobilisations

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Les autres actifs immobilisés correspondant principalement à du matériel informatique et à du matériel de bureau ne sont pas soumis à un test de valeur du fait de leur nature et de leur durée d'amortissement.

Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs non courants

Ce poste regroupe les titres de participation non consolidés, les dépôts et cautionnements versés. Ils sont enregistrés à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. La valeur d'inventaire des titres est appréciée sur la base de critères tels que la quote-part de situation nette, l'évolution du chiffre d'affaires et la rentabilité durable.

La société a souscrit un contrat de liquidité conforme à la charte AFEI, dans le but de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de ses titres. Les opérations effectuées pour son compte par la société de bourse signataire du contrat sont comptabilisées en immobilisations financières. Les actions auto-détenues dans le cadre de ce contrat sont portées en diminution des capitaux propres consolidés.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est constatée pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions. Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes au cours de clôture sont portés au compte de résultat en opérationnel courant.

Principe de reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des contrats est comptabilisé selon la méthode de l'avancement. Les prestations en cours sont valorisées au prix de vente. Si le montant des prestations réalisées est supérieur au montant des prestations facturées, la différence figure en factures à établir ; dans le cas contraire, elle est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Une provision pour pertes à terminaison est constatée dès lors que la marge prévisionnelle attendue du projet au forfait est négative.

Comme le préconise la norme IAS 18 – Produits des activités ordinaires – les taxes sur le chiffre d'affaires propres à certains pays sont déduites du chiffre d'affaires.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs font l'objet d'une comptabilisation dans le bilan lorsque le groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

- Emprunts

Le jour de leur mise en place, les emprunts sont comptabilisés à la juste-valeur de la contrepartie donnée, qui correspond normalement à la trésorerie reçue, nette des frais d'émission connexes. Par la suite, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Les frais d'émission sont ainsi pris en résultat de façon étalée (actuarielle) via la méthode du TIE.

- Trésorerie

La ligne « Trésorerie » inclut les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées au poste "Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie".

Instruments dérivés

1) Exposition au risque de change

Globalement, le groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes car les achats et les ventes relatifs à une même mission sont faits dans la même devise. De ce fait, aucune couverture de change n'a été contractée pour les opérations commerciales.

2) Exposition au risque de taux

Le résultat financier du groupe est sensible à la variation des taux d'intérêt. En effet, une partie de son endettement est à taux variable.

La Société Solving Efeso International s'est engagée dans deux contrats de SWAP de taux sur le support de l'Euribor 3 mois avec les banques LCL et Société Générale dans le cadre de contrats de prêts de 2,1 M€ à l'origine en 2011 et dans deux contrats de SWAP de taux sur le support de l'Euribor 3 mois avec la banque CIC dans le cadre de contrats de prêts de 2,0 M€ à l'origine en 2013. Ces contrats permettent au groupe de se prémunir contre les variations des taux à court terme.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :

- le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise ;
- l'incidence économique est négative pour le groupe, ce passif s'analysant comme une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions non courantes ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises. Elles incluent pour l'essentiel :

- les avantages au personnel : des provisions sont constatées au titre des indemnités de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. L'évaluation des engagements d'indemnités de départ à la retraite est conforme à l'IAS 19.

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à se baser sur les indemnités qui seront versées aux salariés au moment probable de leur départ en retraite en tenant compte de la pyramide des âges, du taux de rotation du personnel et du taux de survie déterminé à partir des tableaux officiels par tranche d'âge. Les montants obtenus sont revalorisés en fonction d'hypothèses d'inflation et de promotion et actualisés pour tenir compte de la date à laquelle les indemnités seront effectivement versées.

Les provisions donnent lieu à actualisation lorsque l'effet temps est significatif.

- Les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux, et aléas prévisibles des activités du groupe à plus d'un an.

Les provisions courantes sont liées au cycle normal d'exploitation du métier du groupe. Elles comprennent pour l'essentiel :

- Les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats : elles concernent les affaires en cours de réalisation et sont évaluées affaire par affaire sans compensation.
- Les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux, et aléas prévisibles des activités du groupe à moins d'un an.

Facteurs de risque

Les risques opérationnels sont décrits dans le rapport de gestion. Après revue de ces risques par la société, celle-ci considère qu'il n'existe pas d'autres risques significatifs.

Faits non courants et litiges

Les litiges susceptibles de générer une sortie de ressource future pour le groupe sont provisionnés conformément à IAS 37. A la connaissance de SOLVING EFESO INTERNATIONAL, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait non courant susceptible d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

Stock-options, bons de souscription

Les paiements basés sur des actions concernent des plans d'options et des plans d'attributions gratuites d'actions consenties à des membres salariés et dirigeants.

Le groupe applique la norme IFRS 2 pour les options de souscription d'actions octroyées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis au 1er janvier 2005, conformément aux dispositions transitoires.

Le modèle de valorisation retenu est un modèle mathématique de type Black and Scholes. L'étalement de cet avantage sur la durée d'indisponibilité des options est comptabilisé en charges de personnel.

Des plans d'option d'achat et d'option de souscription d'actions sont accordés aux dirigeants et à certains salariés du groupe.

Un tableau de suivi des attributions et levées d'option est fourni dans les notes complémentaires à cette annexe.

Les stock options comptabilisées correspondant aux attributions du :

- 11 août 2006 (prix d'exercice 6,59 €)
- 15 mai 2007 (prix d'exercice 6,17 €)

font l'objet d'un étalement sur 4 ans.

Les paramètres appliqués sont :

- volatilité = 0,261
- taux d'intérêt sans risque = 3,50%
- durée de vie de l'option = 4 ans.

Le groupe a appliqué, à ce titre, la méthode de Black et Scholes, un modèle qui prend en compte les facteurs suivants : prix d'exercice de l'option, durée de vie de l'option, prix actuel des actions sous-jacentes, volatilité attendue des actions sous-jacentes, dividendes attendus des actions, taux d'intérêts sans risque pour la durée de vie de l'option.

Il n'y a eu durant 2014 ni attribution de nouvelles stock options, ni exercice de stock options existantes. Le plan du 15 mai 2007 est arrivé à terme le 16 mai 2014. 6 075 stock options ont été annulées. Il n'y a plus de stock options exerçables à ce jour.

Autres produits et charges non récurrents

Présentés sous le résultat opérationnel courant, ils représentent les éléments de produits et de charges opérationnels considérés comme non récurrents par rapport à l'exploitation courante de l'entreprise.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilancielle avec application du report variable et en fonction d'un échéancier fiable de reversement. Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus sont ceux résultant de textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lors du dénouement des opérations concernées.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Actions auto détenues

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit résultant de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Résultats par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ainsi que du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions, options de souscription d'actions à la fin de l'exercice.

Toutes les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels arrêtés au 31 décembre couvrant une période de 12 mois. Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique (hormis les instruments financiers estimés à la juste valeur).

Actifs et passifs d'impôts différés :

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés, sont enregistrés en application de la méthode du report

variable. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de reversement identiques. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Tableau de flux de trésorerie :

Le tableau des flux de trésorerie consolidé est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et autres instruments de placements (notamment les placements à moins de trois mois et les parts d'OPCVM de trésorerie), sous déduction des découverts bancaires.

Juste valeur des instruments financiers :

Le poste « Autres actifs non courants » est composé des dépôts de garantie pour la location des immeubles et des garanties d'affacturage. La juste valeur de ces actifs est leur valeur au bilan.

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composé uniquement de comptes bancaires

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti.

La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances. Il en est de même pour les autres créances et les autres dettes courantes.

La juste valeur des instruments financiers est hiérarchisée en 3 niveaux (1 à 3) correspondant chacun à un degré d'observabilité de la juste valeur :

- les évaluations de la juste valeur de niveau 1 sont celles qui sont établies d'après les prix (non ajustés) cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;
- les évaluations de la juste valeur de niveau 2 sont celles qui sont établies d'après des données autres que les prix cotés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées des prix) ;
- les évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont celles qui sont établies d'après des techniques d'évaluation qui comprennent des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Au 31/12/2014, le Groupe ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

1- Définition du périmètre de consolidation

Sont retenues dans le périmètre de consolidation, les sociétés dans lesquelles **SOLVING EFESO INTERNATIONAL** dispose, directement ou indirectement, de plus de 20 % des droits de vote, dans la mesure où elle participe effectivement à leur gestion.

2- Périmètre de consolidation au 31 décembre 2014

Les évolutions du périmètre ont été les suivantes, sur l'année 2014 :

- L'Assemblée Générale de la filiale Solving Efeso AB du 20 mars 2014 a décidé d'augmenter le capital social de 478 310 SEK assorti d'une prime d'émission de 2 745 499, soit une augmentation des capitaux propres de 3 223 809 SEK, par l'émission de 478 310 actions nouvelles. Après incorporation des reports à nouveau débiteur, le capital de Solving Efeso AB devient 304 439 SEK, soit 50,7% du capital social et est conforme à ses obligations statutaires.
- Efeso Holdings Ltd, détenue à 100% par Solving Efeso International SA, a participé à cette augmentation de capital à proportion de son pourcentage de détention antérieur au côté des actionnaires minoritaires par conversion de créances pour un montant de 2 791 460 SEK ou 307 690 €.
- Le 30 juin 2014, les filiales italiennes Solving Efeso Srl et Efeso Services Srl ont été fusionnées.
- Dissolution de la filiale coréenne détenue à 100% en août 2014.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2014						
Sociétés Siège social	Méthode	% contrôle	% intérêts	Méthode	% contrôle	% intérêts
	31/12/2013	31/12/2013	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2014	31/12/2014
Solving Efeso International SA 117, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris	Mère	100,00%	100,00%	Mère	100,00%	100,00%
Efeso Consulting Sas Paris - France	IG	95,05%	95,05%	IG	95,05%	95,05%
Solving Efeso Srl Milan - Italie	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Solving Efeso Iberia SA Barcelone - Espagne	IG	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%
Solving Efeso Portugal Lda Lisbonne - Portugal	IG	100,00%	70,00%	IG	100,00%	70,00%
Solving Efeso BV s-Hertogenbosch - Pays Bas	IG	94,73%	94,73%	IG	94,73%	94,73%
Solving International Middle East LLC Abu Dhabi - Emirats Arabes Unis	IG	39,30%	38,17%	IG	39,30%	38,17%
Efeso Holdings Ltd Londres - Grande-Bretagne	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Efeso Consulting Ltd Londres - Grande-Bretagne	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Solving Efeso (UK) Ltd Northwich - Grande Bretagne	IG	90,00%	90,00%	IG	90,00%	90,00%
Efeso Services Srl Milan - Italie	IG	100,00%	100,00%	Société absorbée en 2014 par Solving Efeso Srl		
Solving Efeso AB (Nordic Countries) Stockholm - Göteborg - Suède	IG	86,59%	86,59%	IG	86,59%	86,59%
Efeso Consulting GmbH Berlin - Allemagne	IG	54,90%	54,90%	IG	54,90%	54,90%
Solving Efeso Suisse Genève - Suisse	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Efeso Consulting Zrt Budapest - Hongrie	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Efeso Consulting Ltd (Russian Federation) Saint Petersburg Fédération de Russie	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Solving Efeso Inc. New York - Atlanta - USA	IG	90,00%	90,00%	IG	90,00%	90,00%
Solving Efeso Consultoria Ltda (Brazil) Sao Paulo - Brésil	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Efeso China Holdings Ltd Londres - Grande-Bretagne	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Efeso Consulting Shanghai Co. Ltd Shanghai - Chine	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Efeso Consulting Company Ltd (Korea) Séoul - Corée	IG	100,00%	100,00%	Dissolution de Société		
Hands - On Management Consulting SARL Egypte	IG	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%
Hands - On Management Consulting SARL Saudi Arabia	IG	73,00%	51,10%	IG	73,00%	51,10%
Solving Efeso India Q-Spread Ltd Inde	IG	60,00%	60,00%	IG	60,00%	60,00%
Solving Efeso Singapore Singapour	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%

IG : Méthode de l'intégration globale

(1) Attribution de 66,4% du résultat

PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2014 SOCIETES NON CONSOLIDEES						
Sociétés Siège social	Méthode	% contrôle	% intérêts	Méthode	% contrôle	% intérêts
	31/12/2013	31/12/2013	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2014	31/12/2014
Management Consultants Argentine	NC	51,00%	51,00%	NC	51,00%	51,00%
Bohlin & Strömberg Intresseorganisationer AB Suède	NC	100,00%	100,00%	Société absorbée en 2014 par Solving Efeso AB		
Bohlin & Strömberg Företagskonsult Suède	NC	100,00%	100,00%	NC	100,00%	100,00%

(2) Sans activité depuis 2004

(3) Sans activité

4. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1: VARIATIONS DE PERIMETRE

ACQUISITIONS / CESSIONS 2014							
Milliers euros	POURCENTAGE AU 31 DECEMBRE 2013	ACQUISITIONS (+) OU CESSIONS (-) 2014					POURCENTAGE AU 31 DECEMBRE 2014
		DATE D'EFFET	MONTANT DE L'INVESTISSE MENT	VARIATION DES ECARTS D'ACQUISITION	VARIATION DES RÉSERVES	POURCENTAGE ACQUIS - CESSION	
Solving Efeso Srl (Italie) Fusion entre Efeso Services Srl et Solving Efeso Srl	100,00%			-	0		100,00%
Efeso Consulting Company Ltd (Corée) Dissolution Efeso Consulting Company Ltd (Corée)	100,00%			-	42		0,00%
Augmentation de Capital Solving Efeso AB (Suède)	86,59%			-	60		86,59%
TOTAL			0	0	102		

ACQUISITION DE L'EXERCICE ET IMPACT SUR LES ETATS FINANCIERS.

Il n'y pas eu d'acquisition au cours de l'exercice 2014 nécessitant la création de nouveaux Goodwill.

NOTE 2 : ECARTS D'ACQUISITION

Aucune modification n'est intervenue en 2014.

Le cas échéant, les écarts d'acquisition tiennent compte des paiements différés, des clauses de « earn out » et des éventuelles options de vente de la part des participations ne donnant pas le contrôle.

La valorisation de ces options et des « earn out » est basée sur les « business plans » établis lors des acquisitions. Il a été comptabilisé des dettes sur titres de participation en contrepartie de ces éléments.

Les écarts d'acquisition sont susceptibles d'être modifiés durant les 12 mois qui suivent l'entrée dans le périmètre de consolidation.

ECARTS D'ACQUISITION 31 DECEMBRE 2014											
Milliers euros	Valeurs brutes				Dépréciations				Valeurs nettes		
	31/12/2013	Plus	Moins	Reclassements	31/12/2014	31/12/2013	Plus	Moins	31/12/2014	31/12/2014	
SOLVING EFESO INTERNATIONAL SA	8 810				8 810	2 000			2 000	6 810	6 810
EFESO HOLDINGS LTD (UK)	16 032				16 032	-			-	16 032	16 032
SOLVING EFESO Srl (Italie)	4 891			110	5 001	313			313	4 578	4 688
SOLVING EFESO NORDIC COUNTRIES AB (Suède)	1 606				1 606	-			-	1 606	1 606
SOLVING EFESO INC. (USA)	940				940					940	940
SOLVING INTERNATIONAL UK Ltd	724				724	-			-	724	724
SOLVIN EFESO BV (Pays Bas)	2 551				2 551	-			-	2 551	2 551
EFESO FRANCE SAS	382				382	-			-	382	382
EFESO CONSULTING ZRT (Hongrie)	203				203	-			-	203	203
SOLVING EFESO IBERIA SA (Espagne)	169				169	-			-	169	169
SOLVING EFESO PORTUGAL LDA	18				18	-			-	18	18
SOLVING EFESO SUISSE	102				102	-			-	102	102
SOLVING EFESO AMERICA CONSULTORIA (Brésil)	86				86	-			-	86	86
EFESO CONSULTING GMBH (Allemagne)	65				65	-			-	65	65
EFESO SERVICES SRL (Italie)	110			- 110	-					110	-
HANDS MANAGEMENT CONSULTING EGYPT	628				628	-			-	628	628
SOLVING EFESO INDIA	352				352	-			-	352	352
TOTAL	37 669	0	0	0	37 669	2 313	0	0	2 313	35 356	35 356

Tests de dépréciation

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an au 31 décembre de chaque année et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Les indices de perte de valeur retenus par le groupe comprennent notamment la rentabilité opérationnelle traduite par le résultat opérationnel.

Ces tests ont consisté à comparer les actifs nets comptables, y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des sociétés ou agrégation de sociétés consolidées pour lesquelles un goodwill avait été constaté lors de l'entrée dans le périmètre.

Les valeurs recouvrables sont déterminées à partir des projections des flux de trésorerie nets actualisés, avec prise en compte d'une valeur terminale, basée sur un taux de croissance à l'infini des produits générés par l'actif valorisé. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le coût moyen pondéré du capital après impôt. Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Les principaux paramètres retenus pour l'établissement de ces flux prévisionnels sont les suivants :

Durée des projections : 4 ans (identique au 31 décembre 2013)

Taux d'actualisation après impôt : 8,91% pour toutes les sociétés du Groupe (11,40% au 31 décembre 2013)

Taux de croissance à l'infini : 1,5% (1,5% au 31 décembre 2013)

Au regard de ce test, aucune dépréciation ne doit être constatées au 31 décembre 2014.

En outre, une analyse de sensibilité a été menée. Le taux d'actualisation après impôt est modifié à 9,91% et le taux de croissance réduit à 0.5% pour l'ensemble des Unités Génératrices de Trésorerie.

Sur la base de ces tests de sensibilité, le management n'estime pas raisonnablement probable une modification des hypothèses clés utilisées entraînant la nécessité de constater une dépréciation. En conséquence, les tests de dépréciation et de sensibilité réalisés confirment qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation de l'écart d'acquisition testé.

NOTE 3 : ACTIFS NON COURANTS

Autres immobilisations incorporelles :

AUTRES IMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Milliers euros	Décomposition	31/12/2014	31/12/2013	%
Autres immobilisations incorporelles	Concessions, droits et brevets	29	43	-33%
	Autres immobilisations incorporelles	766	559	37%
	Total	795	602	32%

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées des logiciels et développements informatiques, notamment le Toolkit.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont principalement composées d'agencements, de matériel de bureau et de matériel informatique.

Actifs financiers disponibles à la vente :

Les actifs financiers disponibles à la vente (autres titres de participation) comprennent :

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE (AUTRES TITRES DE PARTICIPATION) AU 31 DECEMBRE 2014						
Milliers euros	Siège social	Société détentrice	Quote-part de capital détenue	Valeur nette comptable	Capitaux Propres	Résultat
European Consulting	Italie	Solving Efeso srl (Italie)	1,0%	0	100	6
Resolving Strategy Finance	Italie	Solving Efeso srl (Italie)	3,0%	0	1 376	(895)
Bohlin & Strömberg International AB	Suède	Solving Efeso Nordic Counties AB (Suède)	100,0%	0	0,39	0
Bohlin & Strömberg Företagskonsult	Suède	Solving Efeso AB (Suède)	100,0%	0	0,39	0
Total				1		

Autres actifs non courants :

AUTRES ACTIFS NON COURANTS				
Milliers euros	Décomposition	31/12/2014	31/12/2013	%
Autres actifs non courants	Prêts	-	-	
	Autres immobilisations financières	292	281	4%
	Total	292	281	4%
Actifs d'impôts non courants	Impôts différés actif	3 135	3 005	4%
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		3 427	3 285	4%

En 2014, le Groupe a procédé en net à l'activation de 132 K€ d'impôts différés actif au regard du déficit reportable en France.

NOTE 4 : ACTIFS COURANTS

Clients :

Le poste clients et comptes rattachés s'établit à 20 879 K€, en hausse par rapport aux 19 827 K€ au 31 décembre 2013. Pour mémoire, les ventes du deuxième semestre 2014 sont en hausse de 2,8% par rapport à la même période de l'année 2013.

Les risques de défaillance d'un des clients du groupe ou d'avoir à provisionner certaines créances clients sont faibles, la clientèle du groupe étant composée de sociétés importantes, grandes entreprises ou administrations.

K€	CREANCES NON ECHUES	CREANCES ECHUES	CREANCES ECHUES	CREANCES ECHUES	ECHEANCES ECHUES	ECHEANCES ECHUES	TOTAL CREANCES CLIENTS
	A LA CLOTURE	DEPUIS 1 MOIS	DEPUIS 2 MOIS	DEPUIS 3 MOIS	PLUS DE 3 MOIS	PLUS DE 12 MOIS	
Clients	14 178	2 915	1 615	402	1 414	355	20 879

Autres actifs courants :

AUTRES ACTIFS COURANTS				
Milliers euros	Décomposition	31/12/2014	31/12/2013	%
Autres actifs courants	Charges constatées d'avance	982	387	154%
	Créances fiscales et sociales	2 040	2 049	0%
	Autres créances	1 350	1 661	-19%
Total		4 372	4 097	7%

Ces actifs ont tous une échéance inférieure à un an.

NOTE 5 : EVOLUTION DU CAPITAL

Le nombre d'actions émises est de 22 377 352. Les actions sont entièrement libérées, d'une valeur nominale de 0,5 €. Le nombre d'actions auto-détenues s'établit à 40 341 titres au 31 décembre 2014.

EVOLUTION DU CAPITAL

Comptes sociaux de SOLVING EFESO INTERNATIONAL	Au 31/12/2013	Au 31/12/2014
Nombre d'actions	22 377 352	22 377 352
Capital (en euros)	11 188 676	11 188 676
Primes d'émissions et de fusion (en euros)	23 488 440	23 488 440

NOTE 6 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Endettement financier et « gearing »

ENDETTEMENT FINANCIER NET

Milliers euros	31/12/2014	31/12/2013	Variation 2014 / 2013
Emprunts et dettes financières à long terme	(2 036)	(3 830)	1 794
Emprunts à court terme	(8 814)	(8 041)	(773)
Endettement financier brut	(10 850)	(11 871)	1 021
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat			0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5 478	5 440	37
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 478	5 440	37
Endettement financier net	(5 373)	(6 431)	1 059
Total Capitaux Propres	41 663	39 542	2 121
Ratio Endettement financier net / Capitaux Propres ⁽¹⁾	12,9%	16,3%	

(1) " Gearing "

Fin 2014, l'endettement net représente s'élève à 5,4 M€ au 31 décembre 2014, contre 6,4 M€ au 31 décembre 2013, soit 12,9% des capitaux propres contre 16,3% à fin 2013. Les emprunts et dettes bancaires et financières s'élèvent à 10,9 M€ au 31 décembre 2014, se répartissant ainsi :

- La société mère a contracté en 2013, auprès de BNP, un emprunt de 0,7 M€ d'une durée de cinq ans afin de financer une partie du prix d'acquisition de la société Blupeter. Le solde de cet emprunt est de 0,5 M€.
- La société mère a contracté en 2013, auprès du CIC, un emprunt de 1,2 M€ d'une durée de 3 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,4 M€.
- La société mère a contracté en 2013, auprès de la banque HSBC, un emprunt de 1 M€ d'une durée de 5 ans afin de financer le paiement lié au litige Innovation Partners. Le solde de cet emprunt est de 0,7 M€.

- La société mère a refinancé en partie les acquisitions des sociétés Intuition, Hands-on et Q-Spread en contractant un emprunt à 5 ans en août 2012 de 1,3 M€ auprès de la banque HSBC dont le solde au 31 décembre 2014 est de 0,7 M€.
- La société mère a contracté en décembre 2011 un emprunt à 5 ans auprès du LCL et de la Société Générale de 1,7 M€. Elle a en outre contracté un emprunt de 0,4 M€ auprès de la Société Générale. Le capital restant dû sur ces emprunts s'élevaient au 31 décembre 2014 à respectivement 0,7 M€ et 0,2 M€.
- La société mère, en 2014, a mobilisé ses créances de CIR 2011 et 2012 auprès de la BPI pour un montant total de 0,5 M€.
- Le compte courant d'associé avec la société Partners in Action ⁸ est comptabilisé en dette financière et représente une dette de 1,2 M€ à la clôture.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2013 un emprunt de 1,0 M€ sur 4 ans auprès de banque Cariparma afin de financer l'acquisition des titres de sa filiale Blupeter Srl. Le solde de cet emprunt est de 0,5 M€.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2011 un emprunt de 0,5 M€ sur 5 ans auprès de banque Intesa afin de financer des investissements informatiques. Le solde de cet emprunt est de 0,1 M€.
- La société Solving Efeso Srl a contracté en 2014 un emprunt de 0,3 M€ sur 1 an auprès de la banque Banco Popolare afin de financer des investissements informatiques. Le solde de cet emprunt est de 0,3 M€.
- La société Solving Efeso BV a contracté un emprunt de 0,5 M€ sur 3 ans auprès de Rabobank en 2012 afin de financer l'acquisition des titres de sa filiale Flecto BV. Le solde de cet emprunt est de 0,1 M€.
- Les découverts bancaires et affacturage des créances clients auprès des banques et établissements financiers par les sociétés du Groupe s'élèvent à 5,0 M€.

La trésorerie Actif est constituée de comptes bancaires.

Milliers euros	31/12/2014	31/12/2013	Variation 2014 / 2013
Société mère			
Emprunts et dettes financières à moyen terme	(1 745)	(3 178)	1 433
Emprunts à court terme	(4 243)	(4 975)	731
Trésorerie et équivalent de trésorerie	247	494	(248)
Endettement financier net Société mère	(5 742)	(7 658)	1 916
Filiales			
Emprunts et dettes financières à moyen terme	(291)	(653)	362
Emprunts à court terme	(4 571)	(3 066)	(1 505)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5 231	4 946	285
Endettement financier net Filiales	369	1 228	(858)
Groupe			
Endettement financier net Groupe	(5 373)	(6 431)	1 059

⁸ Par Société Partners in Action, détenue à 62,45% par des Fonds Communs de placement à risques (FCPR Argos Soditic V-A, FCPR Argos Soditic V-B, FCPR Argos Soditic V-C) dont Argos Soditic France est société de gestion, et à 37,55% par les principaux dirigeants et managers du groupe Solving Efeso International ("Partners").

NOTE 7 : PASSIFS NON COURANTS

Détail des provisions à long terme

PROVISIONS A LONG TERME						
Milliers euros	31/12/2013	Dotations	Reclassement	Reprises provisions non utilisées	Reprises provisions utilisées	31/12/2014
Provisions indemnités de retraites	660	297	221		265	913
Provisions pour risques et charges	897	37	(221)	150	115	448
Total Provisions à long terme	1 557	334		150	380	1 361
Provision pour impôts différés	142	19				161
Total Passifs d'impôts non courants	142	19				161
Total Provisions	1 699	353		150	380	1 522

Les **provisions pour indemnités de retraite** sont passées de 660K€ à 913 K€ du fait d'un reclassement de 221 K€ du poste Provisions pour risques et charges vers le poste Provisions pour indemnités de retraites.

La méthode de calcul des engagements de retraite est la suivante :

- Sont pris en compte tous les personnels quelle que soit leur ancienneté
- Évaluation des engagements portant sur les personnels concernés en fonction de leur âge actuel, de l'application de taux de rotation différenciés par tranche d'âge, jusqu'à l'atteinte de l'âge potentiel de retraite, et de tables de mortalité.

Le taux d'actualisation pris en compte est de 1,49% (taux **IBOXX** Corporate AA 10+) et le taux de progression des rémunérations retenu est de 2%.

Sur la base des législations et pratiques nationales, les filiales du Groupe peuvent avoir des engagements dans le domaine des plans de retraites et des indemnités de fin de carrière. Les montants payés au titre de ces engagements sont conditionnés par des éléments tels que l'ancienneté, les niveaux de revenus et les contributions aux régimes de retraites obligatoires. L'essentiel de la hausse de la provision indemnités de retraite est le fait de la variation des effectifs de la filiale italienne et du reclassement de 221 K€.

Les **provisions pour risques et charges** sont passées de 897 K€ à 448 K€. Cette variation recouvre un reclassement décrit ci-dessus et une reprise nette de 302 K€, correspondant pour une très large part à l'actualisation de provisions pour risques prudhommaux et 150 K€ de provisions devenues sans objet.

Au total, les provisions à long terme (retraites + risques et charges) passent de 1 557 K€ à 1 361 K€.

NOTE 8 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Le détail des passifs courants est donné ci-dessous. Les dettes sur titres de participation sont liées aux acquisitions effectuées en 2012. Ces dettes comprennent les engagements liés aux put et aux earn-out qui peuvent être dus à plus d'un an.

AUTRES PASSIFS COURANTS				
Milliers euros	Décomposition	31/12/2014	31/12/2013	%
Autres passifs courants	Dettes fiscales et sociales	3 110	3 575	-13%
	Dettes sur titres de participation	737	908	-19%
	Produits constatés d'avance	1 113	1 088	2%
	Dividendes dus aux minoritaires	88	95	-8%
	Dettes au personnel	3 509	3 350	5%
	Dettes diverses	0	0	
Total		8 556	9 016	-5%

Les 737 K€ de dettes sur titres de participation sont :

156 K€ au titre du Earn out de l'acquisition des sociétés Rightselect.com et Flecto BV.

534 K€ au titre de l'acquisition de la société égyptienne Hands-on au titre du put sur les 30% du capital de Hands-on exerçables à compter de 2016.

46 K€ au titre de l'acquisition de Q-Spread en Inde. Ces sommes représentent les earn out de 2014 et 2015.

NOTE 9 : EXPOSITION AUX RISQUES DE LIQUIDITE, DE TAUX ET DE CHANGE

Exposition au risque de liquidité

La situation au regard du risque de liquidité est décrite au paragraphe « Principaux risques et incertitudes » du Rapport annuel du Directoire.

Exposition au risque de taux d'intérêt

Le groupe Solving Efeso International est exposé au risque de taux d'intérêt à hauteur de son endettement brut à taux variable de 8 719 K€ au 31 décembre 2014 réduit par des instruments de couverture de taux à hauteur de 2 114 K€.

La sensibilité de cette position aux évolutions des taux d'intérêt est de l'ordre de 66 K€ par an pour une variation à la hausse ou à la baisse de 1%.

RISQUE DE TAUX D'INTERET AU 31 DECEMBRE 2014										
EXPOSITION NETTE AU RISQUE DE TAUX, AVANT ET APRES OPERATION DE COUVERTURE										
31 DECEMBRE 2014	Actifs financiers		Passifs financiers		Exposition nette avant couverture		Instruments de couverture de taux		Exposition nette après couverture	
	(a)		(b)		(c) = (a) - (b)		(d)		(e) = (c) + (d)	
Milliers euros	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'1 an		5 478	1 265	7 551	(1 265)	(2 074)	(946)	946	(2 211)	(1 128)
De 1 an à 2 ans			371	957	(371)	(957)	(957)	957	(1 328)	0
De 2 ans à 3 ans			357	211	(357)	(211)	(211)	211	(568)	(0)
De 3 ans à 4 ans			140		(140)				(140)	
De 4 ans à 5 ans										
Plus de 5 ans										
Total		5 478	2 133	8 719	(2 133)	(3 242)	(2 114)	2 114	(4 247)	(1 128)

(a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

(b) Emprunts et dettes financières à long terme; emprunts à court terme bancaires et auprès d'établissements de crédit, dettes financières diverses.

SENSIBILITE AU RISQUE DE TAUX SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS			
2014	Milliers euros	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôt
Impact d'une variation de + 1 % des taux d'intérêt		(66)	
Impact d'une variation de - 1 % des taux d'intérêt		66	

Sur la base de l'endettement brut au 31 décembre 2014

Exposition au risque de change

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2014 du groupe se serait élevé à taux de change constants, à 64,376 M€ au lieu de 63,884 M€, soit un impact négatif des variations de change de 0,492 M€ (0,8%).

Le groupe réalise 59,6% de son chiffre d'affaires en euros. Son exposition nette en devises (actifs courants moins passifs courants) peut être évaluée, après conversion en euros, à -1,554 M€. Une variation de plus ou moins 1% des différents taux de change entraînerait une variation de la position nette de change de plus ou moins 66 K€.

EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE AU 31 DECEMBRE 2014 EXPRIMEE EN EUROS								
AU 31 DECEMBRE 2014			ACTIFS COURANTS	PASSIFS COURANTS	ENGAGEMENTS EN DEVISES	POSITION NETTE AVANT COUVERTURE	INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE	POSITION NETTE APRES COUVERTURE
Milliers d'euros			(a)	(b)	(c)	(d) = (a) - (b) +/- (c)	(e)	(f) = (d) - (e)
EURO	EUR	ZONE EURO	18 913	20 467		-1 554		-1 554
US DOLLAR	USD	USA	3 275	1 211		2 064		2 064
LIVRE STERLING	GBP	GRANDE	1 295	987		308		308
COURONNE SUEDOISE	SEK	SUEDE	1 358	1 088		271		271
FRANC SUISSE	CHF	SUISSE	11	11		0		0
FLORINT	HUF	HONGRIE	665	328		338		338
SINGAPORE	SGD	SINGAPORE	373	76		297		297
WON	KRW	COREE	0	0		0		0
YUAN RENMINBI	CNY	CHINE	319	3		316		316
ROUBLE	RUB	RUSSIE	532	138		394		394
REAL BRESIL	BRL	BRESIL	1 657	708		948		948
LIVRE EGYPTIENNES	EGP	EGYPTE	1 407	404		1 004		1 004
RUPEES	INR	INDIA	526	351		174		174
DIRHAM	AED	EMIRATS ARABES	396	116		280		280

Cours de change au 31 Décembre 2014

(a) Clients et comptes rattachés, autres actifs courants

(b) Fournisseurs et comptes rattachés, autres passifs courants

(c) La société n'a pas d'engagements en devises significatifs

(e) La société n'a pas recours à des instruments de couverture

RISQUE DE CHANGE : IMPACT D'UNE VARIATION DE 1% DU COURS DE LA DEVISE						
AU 31 DECEMBRE 2014			Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôt	
Milliers euros			Hausse de 1%	Baisse de 1%	Hausse de 1%	Baisse de 1%
US DOLLAR	USD	USA	21	21		
LIVRE STERLING	GBP	GRANDE	3	3		
COURONNE SUEDOISE	SEK	SUEDE	3	3		
FRANC SUISSE	CHF	SUISSE	0	0		
FLORINT	HUF	HONGRIE	3	3		
SINGAPORE	SGD	SINGAPORE	3	3		
WON	KRW	COREE	0	0		
YUAN RENMINBI	CNY	CHINE	3	3		
ROUBLE	RUB	RUSSIE	4	4		
REAL BRESIL	BRL	BRESIL	9	9		
LIVRE EGYPTIENNES	EGP	EGYPTE	10	10		
RUPEES	INR	INDIA	2	2		
DIRHAM	AED	EMIRATS ARABES	3	3		
Total			64	64		

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 10 : REPARTITION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE

L'activité du **GRUPE SOLVING EFESO INTERNATIONAL** repose en intégralité sur le secteur du Conseil.

Seule la répartition **comptable** par zone géographique est donc présentée ci-dessous.

REPARTITION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE 2014					
Milliers euros	FRANCE	EUROPE HORS FRANCE	AMERIQUE DU NORD	PAYS EMERGENTS	TOTAL
Chiffre d'affaires	17 285	27 844	9 185	9 569	63 884
Résultat opérationnel courant	2 185	2 733	1 049	-41	5 926
Résultat net	2 008	1 529	723	-302	3 956
Total bilan	30 079	36 395	1 139	3 495	71 108

Données issues de la consolidation

La répartition des résultats ci-dessus résulte des règles d'élimination en consolidation des transactions inter-compagnies, et donne une répartition des résultats par zones géographiques différente de celle donnée par l'analyse des résultats économiques de gestion

NOTE 11 : DETAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS				
Milliers euros	Décomposition	31/12/2014	31/12/2013	%
Autres produits et charges opérationnels	Produits exceptionnels	106	80	
	Charges exceptionnelles	(328)	(286)	14%
		(222)	(206)	7%

Le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants » enregistre les éléments non courants de l'exercice et s'élève à -0,2 M€ et est relatif à des opérations de restructuration dans les filiales italienne et singapourienne.

NOTE 12 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS				
Milliers euros	Décomposition	31/12/2014	31/12/2013	%
Coût de l'endettement financier net	Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	n/s
	Intérêts bancaires autres	(474)	(485)	-2%
	Coût de l'endettement financier brut	(474)	(485)	-2%
	Coût de l'endettement financier net	(474)	(485)	-2%

Le coût de l'endettement financier est proportionnel à la variation de l'endettement du groupe.

NOTE 13 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS : DETAIL				
Milliers euros	Décomposition	31/12/2014	31/12/2013	%
	Différences de change	148	(311)	-148%
		148	(311)	-148%

NOTE 14 : IMPOTS, TAXES ET IMPOTS DIFFERES

IMPÔTS ET IMPÔTS DIFFERES			
Milliers euros	31/12/2014	31/12/2013	%
Compte de résultat			
Charge d'impôt société	(1 532)	(1 737)	-12%
Charges ou produits d'impôts différés	151	545	-72%
Charge d'impôt : total	(1 381)	(1 193)	16%
Bilan			
Déficits reportables activés	3 147	3 001	5%
Impôts différés sur retraitements IFRS	9	4	
Actifs d'impôts non courants : total	3 135	3 005	4%
Passifs d'impôts non courants : total	161	142	14%

Les impôts différés actifs afférents à des déficits sont enregistrés dans la mesure où leur récupération est considérée comme probable.

Le Groupe a ainsi procédé à l'activation d'impôts différés à hauteur de 3 025 K€ au titre des sociétés françaises pour les quatre prochaines années et à hauteur de 122 K€ au titre des sociétés britanniques.

Au 31 décembre 2014, la société Solving Efeso International SA, en tant que société mère tête de l'intégration fiscale, dispose de déficits reportables de 13 772 909. L'activation de 3 025 000 € d'impôts sur les sociétés françaises parties à l'intégration fiscale réduit le déficit reportable consolidé à 4 697 909 €.

PREUVE D'IMPOT 2014		
PREUVE D'IMPOT Milliers euros	Base	Impôt
Impôt théorique	5 337	(1 779)
Déficits non activés	(302)	(101)
Résultat des activités arrêtés	0	0
Ecart sur situation nette	0	0
Charges sur Impôts différés	(443)	148
Ecart sur taux d'impôts	425	(142)
Différences permanentes	(1 480)	493
Charge d'impôt théorique		(1 381)
Charge d'impôt réelle		(1 381)

Impôts, taxes et versements assimilés :

La loi de finances pour 2009, votée le 30 décembre 2009, a instauré la mise en place de la réforme de la taxe professionnelle, renommée CET (Contribution Économique Territoriale). Cette contribution englobe la CVAE (Contribution sur la Valeur Ajoutée) et la CFE (Contribution Foncière des Entreprises). L'avis CNC du 14 janvier 2010 a laissé le soin aux sociétés d'apprécier la qualification de la CVAE (charge opérationnelle ou impôt au sens d'IAS12). Le Groupe a décidé de qualifier d'impôt sur le résultat, la composante CVAE de la Contribution Économique Territoriale (CET), nouvel impôt introduit par la Loi de finances pour 2010, afin d'assurer une cohérence avec le traitement de taxes similaires dans d'autres pays étrangers.

NOTE 15 : RESULTAT NET D'IMPOT DES ACTIVITES ARRETEES OU ENCOURS DE CESSION

Non applicable

NOTE 16 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net part du Groupe par action et le résultat net part du Groupe dilué par action au 31 décembre 2014 s'élèvent respectivement à 0,15 et 0,15 contre 0,13 et 0,13 au 31 décembre 2013.

NOTE 17 : INFORMATIONS DIVERSES

Effectif moyen sur l'exercice, en équivalents temps plein et effectif au 31 décembre 2014.

Effectif moyen sur l'exercice			Effectif moyen	
	31-déc-14	31-déc-13	Variation 2014 / 2013	
Salariés	229	224	5	2,4%
Dont administratifs	45	43	2	3,5%
Dont consultants	185	181	4	2,2%
Intervenants payés sur factures	60	58	2	3,9%
Total	289	281	8	2,7%

Effectif calculé en équivalents temps plein

Total Consultants	244	238
--------------------------	------------	------------

Effectif en fin d'exercice			Effectif fin d'exercice	
	31-déc-14	31-déc-13	Variation 2014 / 2013	
Consultants	208	190	18	9,5%
Intervenants payés sur factures	120	125	-5	-4,0%
Administratifs	44	46	-2,5	-5,4%
Total	372	361	10,5	2,9%

Total Consultants	328	315
--------------------------	------------	------------

NOTE 18: REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

La rémunération des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance, ainsi que des managers clefs du Groupe s'élèvent à 9 169 K€ pour 24 personnes, y compris les frais de voyage et déplacements.

NOTE 19: SUIVI DES PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ET DES ACTIONS GRATUITES

SUIVI DES PLANS D'OPTIONS AU 31 DECEMBRE 2014														Options annulées	Options restantes, fin 2014									
Options attribuées						Options levées																		
Date d'attribution	Prix d'exercice en €	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options	Levées possibles à compter du	Cessions possibles à compter du	Expiration des options	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014				
19.06.98	1,31	3	64 608	20.06.01	20.06.03	19.06.04	21 537	14 358	28 713															
19.06.98	7,37	32	6 400	20.06.01	20.06.03	19.06.04	469	67																5 864
16.03.99	11,35	13	17 000	16.03.02	16.03.04	15.03.05																		17 000
18.06.99	14,39	3	16 040	18.06.02	18.06.04	17.06.05																		16 040
04.02.00	39,03	24	47 560	04.02.03	04.02.05	03.02.07																		47 560
03.05.00	65,17	4	22 800	04.05.02	04.05.05	04.05.07																		22 800
03.05.00	54,88	16	43 050	04.05.02	04.05.05	04.05.07																		43 050
05.10.00	82,77	7	18 720	06.10.02	06.10.05	06.10.07																		18 720
05.10.00	69,7	18	15 564	06.10.02	06.10.05	06.10.07																		15 564
30.03.01	72,95	44	56 400	31.03.03	31.03.06	31.03.08																		56 400
04.10.01	39,33 <i>dont Direction</i>	10 1	54 600 16 000	05.10.03	05.10.06	05.10.08																		54 600
15.02.02	35,28	12	14 850	16.02.04	16.02.07	16.02.09																		14 850
16.05.02	35,57 <i>dont Direction</i>	5 2	59 000 18 000	17.05.04	17.05.07	17.05.09																		59 000
22.04.03	4,06 <i>dont Direction</i>	61 2	218 700 25 000	23.04.05	23.04.08	23.04.10						10 199	10 000											198 501
04.06.04	7,84 <i>dont Direction</i>	32 1	158 500 50 000	05.06.06	05.06.09	05.06.11																		158 500
01.07.05	4,76	11	14 000	02.07.07	02.07.10	02.07.12																		14 000
11.08.06	6,59 <i>dont Direction</i>	24 2	49 500 4 500	12.08.08	12.08.11	12.08.13																		49 500
15.05.07	6,17 <i>dont Direction</i>	21 2	25 000 4 000	16.05.09	16.05.12	16.05.14																		25 000
<i>dont Direction</i>			902 292 113 000				22 006	14 425	28 713			10 199	10 000											816 949

Tous les plans de stock-options sont maintenant caducs.

Actions gratuites

Il n'a pas été distribué d'actions gratuites en 2014.

6. Note 20 : Rémunération des organes de contrôle

REMUNERATION DES ORGANES DE CONTRÔLE								
Milliers d'euros	CONSTANTIN DELOITTE				G. BIENAIMÉ			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Audit								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	51,3	42,0	93,1%	89,7%	49,4	42,0	100,0%	100,0%
- Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur	3,8	4,8	6,9%	10,3%				
- Filiales intégrées globalement								
Sous-total	55,1	46,8	100,0%	100,0%	49,4	42,0	100,0%	100,0%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
Total	55,1	46,8	100%	100,0%	49,4	42,0	100%	100,0%

7. Transactions significatives conclues avec les parties liées

L'arrêté du 29 décembre 2010, portant homologation des règlements n° 2012-02 et 2012-03 afférents aux transactions entre parties liées dans les comptes sociaux et consolidés, crée une obligation de communiquer en annexe des comptes individuels et consolidés, la liste des transactions significatives conclues avec les parties liées (selon définition de IAS24), à des conditions normales de marché.

TRANSACTIONS SIGNIFICATIVES AVEC DES PARTIES LIEES				
Désignation de la partie liée	Nature du lien	Nature des transactions	Montant des transactions	Autres informations
PARTNERS IN ACTION	Détient 79,2% du capital de Solving Efeso International	Avance en compte courant	1 207 566,07 €	Avance rémunérée au taux des intérêts de compte courant fiscalement déductible pour 2014 ; intérêts pris en charge en 2014 32 067 €. Convention autorisée en 2010
ROCAVER	Société contrôlée par le Président du Conseil de Surveillance	Prestation de Conseil	16 719,00 €	Convention autorisée en 2011.
Solving Efeso AB	Société contrôlée par le Président du Directoire et le Président du Conseil de Surveillance	Abandon de Créance	213 449,00 €	Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune de Solving Efeso International au profit de la filiale du Groupe Solving Efeso AB de 213 449€. Convention autorisée en 2014.
Argos Soditic France	Détient 62% du capital de Partners in Action	Prestation de Conseil et d'Assistance	18 615,00 €	Convention autorisée en 2010

8. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements financiers :

La Société Solving Efeso International s'est engagée dans deux contrats de SWAP de taux sur le support de l'Euribor 3 mois avec les banques LCL et Société Générale dans le cadre de contrats de

prêts de 2,1 M€ à l'origine en 2011 et dans deux contrats de SWAP de taux sur le support de l'Euribor 3 mois avec la banque CIC dans le cadre de contrats de prêts de 2,0 M€ à l'origine en 2013. Ces contrats permettent au groupe de se prémunir contre les variations des taux à court terme. Les instruments financiers de couverture utilisés par le groupe sont classés en « Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

Le Groupe s'est engagé à respecter les ratios consolidés suivants lors de la conclusion de prêts auprès du LCL, de la Société Générale, de HSBC, du CIC, et de Cariparma :

$R1 < 2$: (Dette nette/ Excédent Brut d'Exploitation) < 2

$R2 < 0,5$: (Dette nette/ Situation nette) < 0,5

Situation nette/ Total bilan > 40%

Endettement net / CAF < 2

Total des dettes moyen et long terme / CAF < 4

Total des dettes moyen et long terme / Situation nette < 1

Frais financiers / (EBE + Produits de participations) < 30%

Fonds de roulement > 0.

Ces ratios sont respectés au 31 décembre 2014.

9. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe a annoncé le 23 décembre 2014 être entré en négociations exclusives en vue d'acquérir 100% des titres d'une société belge de conseil. Le 6 avril 2015, le Groupe informe avoir signé un contrat de cession qui porte sur 100% du capital et des droits de vote de la société Empact. Cette opération est financée, pour partie, à hauteur de 5 M€ par une augmentation de capital de Solving Efeso International (« le Groupe ») réservée aux actionnaires d'Empact, à 2,60€ par action nouvelle.

Des compléments de prix d'un montant maximal inférieur à 2,5 M€ pourraient être versés en fonction de la réalisation d'objectifs mesurés sur les exercices clôturant les 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016.

Le prix de l'acquisition (hors trésorerie de la cible et hors compléments de prix) correspond à 3,6x la moyenne de l'EBITDA des exercices 2013 et 2014. Cette acquisition serait relative dès l'exercice 2015 et permettrait au Groupe d'accélérer la croissance de son revenu et de son résultat. Par comparaison avec les résultats consolidés 2014 : (i) le chiffre d'affaires 2014 d'Empact (8,2 M€) représente 12% du chiffre d'affaires consolidé 2014 de Solving Efeso International, (ii) l'EBITDA 2014 d'Empact (2,2 M€) représente 32% de l'EBITDA consolidé 2014 de Solving Efeso International.

L'endettement net du groupe n'augmentera pas de plus de 5 M€, hors les compléments de prix qui pourraient s'ajouter au prix de base, du fait de l'acquisition et de la consolidation du bilan d'Empact.

AUGMENTATION DE CAPITAL

L'opération est financée à hauteur de 5 M€ par la souscription en numéraire par les actionnaires d'Empact à une augmentation de capital de Solving Efeso International réservée du même montant (prime d'émission incluse).

Cette augmentation de capital est réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en application de la résolution n°10 votée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2014 .Dans ce cadre, 1 923 076 actions nouvelles seront émises, soit 8,6% de titres supplémentaires par rapport au nombre de titres formant le capital de Solving Efeso International au jour de l'opération, au prix unitaire de 2,60€. A l'issue de l'augmentation de capital réservée, les actionnaires d'Empact détiendront 7,9% des titres de Solving Efeso International.

La souscription à cette augmentation de capital sera libérée par compensation avec une partie de la créance du prix d'acquisition détenue par chacun des actionnaires d'Empact à l'encontre de Solving Efeso International.

Conformément à la réglementation, l'offre de titres financiers ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF.

2014

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2014

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF

(en €)

BILAN ACTIF				
En €	31/12/2014			31/12/2013
	BRUT	AMORT. DEPR.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Concession, brevets, marques, logiciel, et droits similaires	26 600	26 600	0	0
Fonds commercial	6 647 849		6 647 849	6 647 849
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	396 104	394 477	1 627	0
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	46 289	31 525	14 764	10 781
Immobilisations financières (1)				
Participations	27 196 488	69 340	27 127 148	27 127 148
Créances rattachées à des participations	71 301		71 301	71 036
Prêts	4 014 430	105 924	3 908 506	3 658 481
Autres immobilisations financières				0
	38 399 062	627 866	37 771 196	37 515 296
ACTIF CIRCULANT				
Créances (2)				
Clients et comptes rattachés	6 311 575	149 301	6 162 273	5 999 873
Autres créances	6 382 869		6 382 869	5 941 963
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	84 500		84 500	39 896
Disponibilités	167 798		167 798	353 294
Charges constatées d'avance (2)	64 704		64 704	163 525
	13 011 445	149 301	12 862 144	12 498 551
Ecart de conversion Actif	87 749		87 749	333 430
TOTAL GENERAL	51 498 255	777 167	50 721 088	50 347 277
(1) Dont à moins d'un an (brut)			63 173	110 822
(2) Dont à plus d'un an (brut)			851 995	1 089 086

BILAN PASSIF

(en €)

BILAN PASSIF		
	31/12/2014	31/12/2013
En €	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (dont versé : 11 188 676)	11 188 676	11 188 676
Primes d'émission, de fusion, d'apport	23 488 440	23 488 440
Réserve légale	263 574	174 458
Report à nouveau	798 696	
Résultat de l'exercice (Perte)	1 899 452	1 782 309
	37 638 839	36 633 883
PROMISIONS		
Provisions pour risques et charges	507 480	824 966
	507 480	824 966
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	4 064 885	4 968 136
Emprunts et dettes financières divers	3 526 206	3 425 337
Fournisseurs et comptes rattachés	3 138 702	2 920 239
Dettes fiscales et sociales	808 743	818 679
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	719 423	395 947
Produit constatés d'avance	273 957	351 693
	12 531 916	12 880 031
Ecart de conversion passif	42 853	8 396
TOTAL GENERAL	50 721 088	50 347 277
<i>(1) Dont à plus d'un an (a)</i>	1 997 800	3 221 636
<i>(1) Dont à moins d'un an (a)</i>	10 534 116	9 658 395
<i>(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque</i>	318 943	315 894

COMPTE DE RESULTAT

(en €)

COMPTE DE RESULTAT				
En €	31/12/2014			31/12/2013
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Production vendue de services	5 803 509	4 735 304	10 538 813	10 433 240
Chiffre d'affaires net	5 803 509	4 735 304	10 538 813	10 433 240
Subventions d'exploitation			1 167	
Reprise sur provisions et transferts de charges			592 514	1 037 178
Autres produits			85 090	581
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION			11 217 584	11 470 998
Charges d'exploitation				
Autres achats et charges externes			8 580 657	7 777 966
Impôt, taxes et versements assimilés			220 011	235 279
Salaires et traitements			1 845 029	2 207 126
Charges sociales			813 425	1 015 343
Dotations aux amortissements sur immobilisations			5 479	4 646
Dotations aux dépréciations sur actif circulant			78 300	50 000
Autres charges			298 481	72 898
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION			11 841 383	11 363 259
RESULTAT D'EXPLOITATION			-623 799	107 740
Produits financiers				
De participations (1)			1 787 582	1 396 794
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (1)			155 443	142 973
Reprises sur dépréciations et provisions et transfert de charges			333 430	251 540
Différences positives de change			26 770	10 036
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placements			2 052	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS			2 305 277	1 801 343
Charges financières				
Dotations financières aux provisions			87 749	333 335
Intérêts et charges assimilées (2)			516 732	525 401
Différences négatives de change			23 539	36 176
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIERES			628 020	894 912
RESULTAT FINANCIER			1 677 257	906 430
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 053 457	1 014 170
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion			19 366	11 993
Sur opérations en capital				1 975
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			225 700	2 203 000
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS			245 066	2 216 968
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion			3 869	614
Sur opérations en capital				2 158 074
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			153 800	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES			157 669	2 158 688
RESULTAT EXCEPTIONNEL			87 397	58 279
Impôts sur les bénéfices			-758 598	-709 859
TOTAL DES PRODUITS			13 767 926	15 489 309
TOTAL DES CHARGES			11 868 474	13 707 000
BENEFICE OU PERTE			1 899 452	1 782 309
(1) Dont produits concernant les entités liées			1 923 894	1 521 221
(2) Dont intérêts concernant les entités liées			36 273	20 453

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE MERE

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES SOLVING EFESO INTERNATIONAL MAISON MERE

(Montant en Euros)

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2013	36 633 883
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES 2014	-894 496
RESULTAT 2014	1 899 452
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2014	37 638 839

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2014

Les comptes annuels de Solving Efeso International ont été arrêtés par le Directoire en date du 23 mars 2015 et approuvés par Conseil de Surveillance en date du 23 mars 2015.

La société est tête de Groupe consolidé et établit des comptes consolidés selon les normes IFRS. Elle est cotée sur Alternext.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2014 présente un total de 50 721 088 €

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat bénéficiaire de 1 899 452 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Les comptes annuels sont établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du PCG 2014 conformément au règlement ANC 2014-03 du collège de l'Autorité des Normes Comptables. La présentation des résultats issus de la comptabilité, et les techniques d'informations se fondent sur des principes comptables dont le respect est un des éléments de la sincérité des comptes et dont découlent l'évaluation des éléments du bilan et la détermination du résultat de chaque exercice :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- principe de rattachement des charges et des produits par exercice

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après :

A. Faits caractéristiques de l'exercice

Solving Efeso International a consenti un abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune à la société du Groupe Solving Efeso AB pour un montant de 213 449 € afin de rééquilibrer les capitaux propres de cette société.

B. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le Groupe a annoncé le 23 décembre 2014 être entré en négociations exclusives en vue d'acquérir 100% des titres d'une société belge de conseil. Le 6 avril 2015 (communiqué de presse du 06/04/2015), le Groupe informe avoir signé un contrat de cession le 3 avril 2015 qui porte sur 100% du capital et des droits de vote de la société Empact. Cette opération est financée, pour partie, à hauteur de 5 M€ par une augmentation de capital de Solving Efeso International (« le Groupe ») réservée aux actionnaires d'Empact, à 2,60€ par action nouvelle.

En outre, des compléments de prix d'un montant maximal inférieur à 2,5 M€ pourraient être versés en fonction de la réalisation d'objectifs mesurés sur les exercices clôturant les 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016.

Le prix de l'acquisition (hors trésorerie de la cible et hors compléments de prix) correspond à 3,6x la moyenne de l'EBITDA des exercices 2013 et 2014. Cette acquisition serait relative dès l'exercice 2015 et permettrait au Groupe d'accélérer la croissance de son revenu et de son résultat.

Par comparaison avec les résultats consolidés 2014 : (i) le chiffre d'affaires 2014 d'Empact (8,2 M€) représente 12% du chiffre d'affaires consolidé 2014 de Solving Efeso International, (ii) l'EBITDA 2014 d'Empact (2,2 M€) représente 32% de l'EBITDA consolidé 2014 de Solving Efeso International.

L'endettement net du groupe n'augmentera pas de plus de 5 M€, hors les compléments de prix qui pourraient s'ajouter au prix de base, du fait de l'acquisition et de la consolidation du bilan d'Empact.

AUGMENTATION DE CAPITAL

L'opération est financée à hauteur de 5 M€ par la souscription en numéraire par les actionnaires d'Empact à une augmentation de capital de Solving Efeso International réservée du même montant (prime d'émission incluse).

Cette augmentation de capital est réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en application de la résolution n°10 votée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2014 .

Dans ce cadre, 1 923 076 actions nouvelles seront émises, soit 8,6% de titres supplémentaires par rapport au nombre de titres formant le capital de Solving Efeso International au jour de l'opération, au prix unitaire de 2,60€. A l'issue de l'augmentation de capital réservée, les actionnaires d'Empact détiendront 7,9% des titres de Solving Efeso International.

La souscription à cette augmentation de capital sera libérée par compensation avec une partie de la créance du prix d'acquisition détenue par chacun des actionnaires d'Empact à l'encontre de Solving Efeso International.

Conformément à la réglementation, l'offre de titres financiers ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF.

C. Règles et méthodes comptables

Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable sur l'exercice.

Changement d'estimation comptable

Il n'y a pas eu de changement d'estimation comptable sur l'exercice.

Les principales méthodes utilisées pour l'arrêté des comptes sont les suivantes :

a. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 12 mois.

Les fonds commerciaux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition frais inclus.

Le mali technique dégagé à l'occasion de la transmission universelle du patrimoine d'une filiale est inscrit dans les immobilisations incorporelles sur la ligne « Fonds commercial ». Le cas échéant, le mali résiduel représentatif de pertes ou « vrai » mali est comptabilisé en charges financières.

Les fonds commerciaux et mali techniques font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

La société n'immobilise pas ses frais de recherche et développement et les comptabilise en charges. Ils sont constitués des dépenses de personnel relatives aux chercheurs et aux dépenses de fonctionnement.

b. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. En application du règlement CRC n° 2004-06, les coûts d'emprunts ne sont pas incorporés dans la valeur des immobilisations.

Les amortissements sont calculés sur une base égale à leur coût d'acquisition et sur la durée de vie usuelle des immobilisations, selon les méthodes linéaire (L) suivantes :

- Installations générales : L sur 10 ans
- Matériel informatique : L sur 1 à 5 ans
- Matériel de bureau : L sur 1 an

c. Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les compléments de prix d'acquisition sont évalués et constituent un élément de ce coût d'acquisition.

Par ailleurs, en application du règlement CRC n° 2004-06, les frais d'acquisition engagés antérieurement à 2006 constituent un élément du coût d'acquisition. A compter de 2006, ces frais sont étalés sur 5 ans par le biais de la constatation d'un amortissement dérogatoire, dont le point de départ est la date d'acquisition des titres.

A la clôture de l'exercice, les valeurs des titres sont comparées aux valeurs d'inventaire. Des provisions sont constituées dès que la valeur de la participation est supérieure à la quote-part des capitaux propres détenue. Cette provision n'est pas constatée si la valeur d'utilité est supérieure à la valeur nette comptable.

Au 31/12/2014, les valeurs d'utilité des participations sont déterminées suivant la méthode des cash flows futurs, projections réalisées sur la base des plans approuvés par le Conseil de Surveillance. Elles sont rapprochées aux valeurs brutes et une provision est constituée en cas d'écart.

Au titre de l'exercice 2014, aucune provision complémentaire n'est à constituer.

d. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée s'il existe un risque de non recouvrement.

e. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au prix d'achat ou au prix de marché du dernier mois, si ce dernier est inférieur. Pour les titres non cotés, si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constatée. La société procède à la cession et à l'acquisition en fin d'exercice des valeurs mobilières de placement qu'elle détient en portefeuille.

f. Principe de reconnaissance du chiffre d'affaires

Prestations – Le chiffre d'affaires des prestations des projets est comptabilisé selon la méthode de l'avancement. Les prestations en cours sont valorisées au prix de vente. Si le montant des prestations réalisées est supérieur au montant des prestations facturées, la différence figure en factures à établir ; dans le cas contraire, elle est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Une provision pour pertes à terminaison est constatée dès lors que la marge prévisionnelle attendue du projet au forfait est négative.

g. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque les risques et charges sont nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine et que des événements survenus ou en cours rendent probables.

h. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros au cours du mois de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion à ce dernier cours sont portées au bilan sur les lignes « Ecart de conversion ». Les écarts, qui résultent de la conversion des disponibilités en devises, sont portés au compte de résultat en gains et pertes de change.

i. Situation fiscale de la société au regard de l'impôt sur les sociétés

SOLVING EFESO INTERNATIONAL dite « Société Mère » et sa Filiale Intégrée Efeso Consulting SAS, sont des sociétés de droit français, passibles de l'impôt sur les sociétés au sens de l'article 233 A du code général des impôts.

La Société Mère s'est constituée auprès de l'administration fiscale seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles à l'impôt sur les sociétés et de l'impôt forfaitaire annuel dus par les sociétés du groupe

Principes

La Convention a pour objet, d'une part de répartir entre la Société Mère et la Filiale Intégrée les impositions dues par le Groupe et, d'autre part, de régir les conséquences nées de la sortie du Groupe de la Filiale Intégrée ainsi que la cessation pure et simple du groupe.

La Filiale intégrée devra constater dans ses comptes pendant toute la durée de l'intégration une charge ou un produit d'impôts sociétés, de contributions analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

La Filiale Intégrée sera redevable envers la Société Mère d'une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat de l'exercice si elle avait été imposable distinctement.

Charges ou économies d'impôt réalisées par le groupe

Les charges ou les économies d'impôt sur les sociétés réalisées par le Groupe seront appréhendées par la Société Mère de la façon suivante :

- Les charges et les économies d'impôt sur les sociétés, de contributions, résultant des ajustements apportés au résultat d'ensemble en application du régime des groupes seront conservées par la Société Mère en charges ou en produits.
- Les économies d'impôt imputable au déficit de la Filiale Intégrée seront provisoirement conservées par la Société Mère et constatées en produits.

j. Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel employé qui sont des indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite. Ils ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision dans les comptes.

D. Compléments d'informations

ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations incorporelles

La marque SYNAGIR figure à l'actif pour un montant de 26 600 € qui est totalement provisionné.

Le fonds de commerce acquis en 1992 pour 365 878 € a été entièrement provisionné au cours de l'exercice 2007.

Suite aux opérations de Transfert Universel de Patrimoine entre Solving Efeso International et ses anciennes filles Solving France et Intuition, deux nouveaux fonds de commerce ont été créés au 31 décembre 2011 d'une valeur totale de 6 647 849 euros.

Les logiciels sont amortis sur 12 mois.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles ont été considérées comme non décomposables. Bénéficiant des mesures de tolérance, la société a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Ce poste s'établit à 14 764 € en net contre 10 781 € à la fin de l'exercice précédent.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Participations

Le total des participations en net s'établit à 27 127 148 €, montant identique à celui de l'exercice précédent.

Dépréciations

Les valeurs d'inventaire des participations sont déterminées suivant la méthode des cash flows futurs. Elles sont rapprochées de la valeur brute et une provision est constituée en cas d'écart.

Les dépréciations antérieurement constituées sur Solving GMBH (Allemagne) et Solving Management Consultant (Argentine) ont été maintenues (dépréciation à 100 %) à hauteur de respectivement 14 254 € et 55 086 €.

Créances rattachées à des participations

Il s'agit de dividendes à recevoir qui s'établissent à 30 601 € pour Solving Efeso Consultaria Ltda et une créance sur Solving International Middle East Mgt LLC pour 40.700 €.

Prêts

Le total des prêts s'élève à 3 908 506€ net des dépréciations contre 3 658 481 € au 31 décembre 2013.

Les prêts sont essentiellement constitués d'avances de trésorerie aux filiales et aux autres sociétés du groupe.

La provision sur l'avance à la filiale argentine a été maintenue pour 105 924 €, cette filiale n'ayant plus d'activité depuis 2004.

Autres immobilisations financières

Aucun dépôt de garantie n'a été versé.

ACTIF CIRCULANT

Clients et comptes rattachés

Ce poste s'établit à 6 162 273€ net de dépréciations contre 5 999 873 € au 31 décembre 2013.

Les provisions pour créances douteuses s'élèvent à 149 301 €.

Autres créances

Les créances diverses s'établissent à 6 382 869 € contre 5 941 963 € au 31 décembre 2013. Le poste est principalement composé de comptes courants avec les filiales du Groupe.

Valeurs Mobilières de Placement

SOLVING EFESO INTERNATIONAL détient des titres en propre dans le cadre d'un contrat de liquidité autorisé par l'Assemblée Générale du 31 mai 2012, pour 12 939 actions valorisées à 30 326 €.

En outre, SOLVING EFESO INTERNATIONAL détient 27 402 titres en propre dans le cadre d'un contrat d'achat de titres mis en place en application de la septième résolution de l'Assemblée Générale du 28 mai 2014, 54 174€.

Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent à 167 798 € en fin d'exercice, contre 353 294 € au 31 décembre 2013.

Charges constatées d'avance

Ces charges s'élèvent à 64 704 € contre 163 525 € au 31 décembre 2013.

Écarts de conversion actif

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Ces écarts sont relatifs à des opérations en devises sur prêts, avances et comptes clients.

Les écarts de conversion actifs totalisent 87 749 € contre 333 430 € au 31 décembre 2013.

CAPITAUX PROPRES

Capital

Le capital social est de 11 188 676 € soit 22 377 352 actions de 0,50 euros de nominal.

Prime d'émission et d'apport

En absence d'opérations lors de l'exercice 2014, les primes d'émission sont stables au 31 décembre 2014 à 23 488 440 €.

EVOLUTION DU CAPITAL SUR LES 5 DERNIERES ANNEES

Exercice clos le	Date de l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Evolution du capital social	Nominal de l'action	Montants successifs du capital	Nombre cumulé d'actions
31/12/2010	30/06/2010	Apport en numéraire (Augmentation de capital réservée à Partners in Action SA)	5 357 143	2 041 741,13 €	0,381125 €	5 117 141,27 €	13 426 412
	22/10/2010	Apport en numéraire (Augmentation de capital avec maintien de DPS)	8 950 940	3 411 427,01 €	0,381125 €	8 528 568,27 €	22 377 352
31/12/2011					0,381125 €	8 528 568,27 €	22 377 352
31/12/2012	31/05/2012	Elevation à 0,5€ du pair de l'action par incorporation de réserve			0,500000 €	11 188 676,00 €	22 377 352
31/12/2013					0,500000 €	11 188 676,00 €	22 377 352
31/12/2014					0,500000 €	11 188 676,00 €	22 377 352

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges s'élève à un total de 507 480 € correspondant aux montants suivants :

- Provision pour litiges : 419 732 €
- Provision pour perte de change intragroupe et hors groupe de 87 749 €.

DETTES

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits

Les emprunts et dettes bancaires s'élèvent à 4 064 885€ contre 4 968 136 € au 31 décembre 2013 et reflètent le désendettement progressif de la société.

Emprunts et dettes financières divers

Les emprunts et dettes financières non bancaires totalisent 3 526 206 € et incluent pour l'essentiel :

- Un compte courant créditeur auprès de la société Partners in Action 1 239 633 €.
- Des emprunts et comptes courants à diverses filiales et autres sociétés du groupe et les intérêts courus correspondants, pour un total de 2 260 921 €.
- Des dettes diverses pour 25 562 €.

Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste fournisseurs s'élève à 3 138 702 € contre 2 920 239 € au 31 décembre 2013.

Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 808 743 € contre 818 679 € au 31 décembre 2013.

Autres dettes

Ce poste s'élève à 719 423€ au 31 décembre 2014, ce montant inclut essentiellement les clients FACTOR créditeurs.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est établi sur la base de facturations mensuelles ou trimestrielles.

Il inclut par ailleurs la facturation des prestations de services réalisées par la Société Mère du Groupe en faveur d'un certain nombre de filiales.

Le total de 10 538 813 € se décompose ainsi :

- France 5 803 509 €
- Étranger 4 735 304 €

STOCK OPTIONS

- Nombre d'actions pouvant être émises par le jeu de souscription 0
- Options levées durant l'exercice : 0
- Options consenties durant l'exercice : 0
- Options consenties cumulées depuis l'origine : 902 292
- Options annulées depuis l'origine : 816 949
- Options exercées depuis l'origine : 85 343.

TRANSACTIONS SIGNIFICATIVES CONCLUES AVEC LES PARTIES LIEES

L'arrêté du 29 décembre 2010, portant homologation des règlements n° 2010-02 et 2010-03 afférents aux transactions entre parties liées dans les comptes sociaux et consolidés, crée une obligation de communiquer en annexe des comptes individuels et consolidés la liste des transactions significatives conclues avec les parties liées (selon définition de IAS24), à des conditions normales de marché.

TRANSACTIONS SIGNIFICATIVES AVEC DES PARTIES LIEES				
Désignation de la partie liée	Nature du lien	Nature des transactions	Montant des transactions	Autres informations
PARTNERS IN ACTION	Détient 79,2% du capital de Solving Efeso International	Avance en compte courant	1 207 566,07 €	Avance rémunérée au taux des intérêts de compte courant fiscalement déductible pour 2013 ; intérêts pris en charge en 2012 32 067 €. Convention autorisée en 2010
ROCAVER	Société contrôlée par le Président du Conseil de Surveillance	Prestation de Conseil	16 719,00 €	Convention autorisée en 2011.
Solving Efeso AB	Société contrôlée par le Président du Directoire et le Président du Conseil de Surveillance	Abandon de Créance	213 449,00 €	Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune de Solving Efeso International au profit de la filiale du Groupe Solving Efeso AB de 213 449€. Convention autorisée en 2014.
Argos Sodic France	Détient 62% du capital de Partners in Action	Prestation de Conseil et d'Assistance	18 615,00 €	Convention autorisée en 2010

IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS						
En €	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluations	Acquisitions	Par virement	Par cession	
Immobilisations incorporelles						
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 073 877					7 073 877
Total I	7 073 877	0	1 950	0	5 273	7 070 554
Immobilisations corporelles						
Installations générales, agencements divers	2 517				567	1 950
Matériel de transport	12 723					12 723
Matériel de bureau et informatique, mobilier	31 970		9 140		9 494	31 616
Total II	47 210	0	9 140	0	10 061	46 289
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées	27 267 524		266			27 267 789
Prêts et autres immobilisations financières	3 764 406		297 384	47 360		4 014 430
Total III	31 031 929	0	297 650	47 360	0	31 282 219
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	38 153 016	0	308 740	47 360	15 334	38 399 062

AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en	Augmentations	Diminutions	Valeur en
En €	début d'exercice	Dotations	Sorties/Reprises	fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	33 550	322	5 272	28 600
Total II	33 550	322	5 272	28 600
Immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	871	195	567	499
Matériel de transport	12 723			12 723
Matériel de bureau et informatique, mobilier	22 834	4 962	9 494	18 302
Total II	36 429	5 157	10 061	31 525
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	69 979	5 479	15 333	60 124

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

En €	Montant au	Augmentations	Diminutions	Montant à la
	début de l'exercice	Dotations exercice	Reprises exercice	fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour pertes de change	333 335	87 749	333 430	87 654
Autres provisions pour risques et charges	491 632	153 800	225 700	419 732
Total I	824 967	241 549	559 130	507 385
Dépréciations				
Dépréciations immobilisations incorporelles	392 478			392 478
Dépréciations titres de participation	69 340			69 340
Dépréciations autres immobilisations financières	105 924			105 924
Dépréciations comptes clients	324 354	78 300	253 353	149 301
Autres dépréciations				
Total II	892 096	78 300	253 353	717 043
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	1 717 063	319 849	812 483	1 224 428

	<i>Exploitation</i>	78 300	253 353
<i>Dont dotations et reprises :</i>	<i>Financières</i>	87 749	333 335
	<i>Exceptionnelles</i>	153 800	225 700

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES				
ETAT DES CREANCES En € Au 31/12/2014	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations	71 301	30 601	40 700	
Prêts (1) (2)	4 014 430	32 572	3 981 858	
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux	149 301		149 301	
Autres créances clients	6 162 273	6 162 273		
Personnel et comptes rattachés	3 792	3 792		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	246	246		
Taxe sur la valeur ajoutée	182 309	182 309		
Etat, prod à recevoir	17 028	17 028		
Impôts sur les sociétés	906 272	352 543	553 729	
Groupe et associés (2)	5 011 536	5 011 536		
Débiteurs divers	261 685	112 720	148 965	
Charges constatées d'avance	64 704	64 704		
Total	16 844 878	11 970 325	4 874 553	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	297 384			
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	47 360			
(2) Prêts et avances consenties aux associés personnes				
ETAT DES DETTES En €	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine	325 777	325 777		
- à plus d'un an à l'origine	3 739 108	1 741 308	1 997 800	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	25 652	25 652		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 138 702	3 138 702		
Personnel et comptes rattachés	141 265	141 265		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	197 360	197 360		
Taxe sur la valeur ajoutée	399 169	399 169		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	70 949	70 949		
Groupe et associés (2)	3 500 554	3 500 554		
Autres dettes	719 423	719 423		
Produits constatés d'avance	273 957	273 957		
Total	12 531 916	10 534 116	1 997 800	0
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	567 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 474 483			
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN			
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	Montant concernant les entreprises au 31/12/2014		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
En €			
Bilan Actif			
Immobilisations financières			
Participations	27 196 488		
Créances rattachées à des participations	71 301		
Prêts	4 014 430		
Total Immobilisations	31 282 219		
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	4 492 032		
Autres créances	5 011 536		
Total Créances	9 503 568		
Ecart de Conversion Actif			
Ecart de Conversion Actif	87 749		
Total Ecart de Conversion Actif	87 749		
Bilan Passif			
Dettes			
Emprunts et dettes financières divers	3 500 554		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 309 135		
Total Dettes	4 809 689		
Ecart de Conversion Passif			
Ecart de Conversion Passif	42 853		
Total Ecart de Conversion Passif	42 853		
Compte de Résultat			
Produits de Participation	1 787 582		
Autres produits financiers	155 443		
Charges financières	78 489		

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

REMUNERATION DES DIRIGEANTS	
En €	Montant au 31/12/2014
Rémunérations allouées aux membres :	
Des organes d'administration	
Des organes de direction	
Des organes de surveillance	
La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conclurait indirectement à donner une rémunération individuelle	

EFFECTIF MOYEN

EFFECTIF MOYEN 2014		
	Personnel salarié	Personnel mis a disposition
Cadres	25	
Agents de maîtrise et techniciens	0	
Employés	2	
Ouvriers	0	

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Engagements Financiers donnés	Détail	Montant Au 31/12/2014
En €		3 200 000
Avals et Cautions		
- Lettre d'intention au profit d'Intresa San Paolo Spa donnée par Solving Efeso International portant sur Solving Efeso SRL	450000	
- Lettre d'intention au profit de Cariparma Spa donnée par Solving Efeso International portant sur Solving Efeso SRL	1350000	
- Lettre d'intention au profit d'Unicredit donnée par Solving Efeso International portant sur Efeso Consulting ZRT	100000	
- Lettre de garantie de bonne fin donnée par Solving Efeso Interantional au profit de Solving Efeso Nordic Countries AB à Landstinget i Uppsala Lan pour un montant maximum de 200 K€	200000	
- Lettre d'intention au profit de la Banque Nordea donnée par Solving Efeso Interantional au profit de Solving Efeso Nordic Countries AB pour un équivalent de 1 100 K€	1100000	
- Lettre d'intention au profit de la BNP portant sur ses filiales françaises, italiennes, espagnoles, allemandes, anglaises, suédoises et hollandaises dans le cadre du programme de factoring européen mis en place avec la BNP.	0	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés		221 970
La méthode de calcul des engagements de retraite est la suivante :	221 970	
- Sont pris en compte tous les personnels quelle que soit leur ancienneté		
- Les engagements sont évalués sur les personnels concernés en fonction de leur âge actuel, de l'application du taux de rotation différencié par tranche d'âge jusqu'à l'atteinte de l'âge potentiel de retraite et de tables de mortalité		
- Le taux d'actualisation retenu pour 2011 est de 1,49 % (I Boxx) et le taux de progression des rémunérations retenu est de 2%,		
Autres engagements donnés		
1-Contrats de location et autres contrats : loyers restant à courir		
• à un an :		
• à plus d'un an		
2-Loyers des locaux : loyers et charges locatives restant à courir	550 480	550 480
• à un an : 330288 €	330 288	
3-Nantissements		6 595 257
Au profit du LCL et SG 67% des titres détenus de Efeso Consulting SAS	313 080	
Au profit de Cariparma 100% des titres détenus de Solving Efeso Srl	6 282 177	
Caution de soumission en faveur de l'Office National des Chemins de fer du Maroc à hauteur de 100 000 dirhams marocais		
Total Autres engagements donnés		10 567 707
Droits Individuels à la Formation dûs aux salariés		1 572

Note : la société a consenti au profit de la société Solving Efeso AB trois abandons de créance avec clause de retour à meilleure fortune, l'un de 359 958 € en 2012, l'autre de 278 279 € en 2013 et un dernier de 213 449 €.

FONDS COMMERCIAL

FONDS COMMERCIAL

Eléments constitutifs du fonds commercial	Montants des éléments				Montant des dépréciations
	Achetés	Réévalués	Reçus en app.	Global	
En €					
Fonds de commerce acheté en 1992 et entièrement déprécié	365 878			365 878	365 878
Fonds de commerce issu de la TUP de Solving France du 31 décembre 2011			5 818 001	5 818 001	
Fonds de commerce issu de la TUP d'Intuition du 31 décembre 2011			829 849	829 849	
Total	365 878	0	6 647 850	7 013 728	365 878

ECARTS DE CONVERSION EN MONNAIES ETRANGERES

ECARTS DE CONVERSION EN MONNAIES ETRANGERES

Nature des écarts	Ecart Actif Montant	Diff. comp. Par couv. de Change	Provision pour perte de change	Ecart Passif Montant
En €				
Sur créances rattachées à des participations Solving Bresil / BRES/ EBR en BRL				42 853
Sur Prêts Solving Efeso Inc / EF009/EUS en USD	87 008		87 008	
Sur Autres créances immobilisées Int sur prêt Efeso Inc/EF009/EUS en USD	741		741	
Sur Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Sur Dettes sur immobilisation et comptes rattachés				
Total	87 749	0	87 749	42 853

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	En fin d'exercice
Actions	0,50	22 377 352	0		22 377 352

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventilation du chiffre d'affaires			
En € Au 31/12/2014	France	Etranger	Total
Prestations de services	5 803 509	4 735 304	10 538 813
Total	5 803 509	4 735 304	10 538 813

VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

En €	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	1 053 457	-771 286	1 824 743
+ Résultat exceptionnel	87 397	12 688	74 709
Résultat comptable après IS	1 899 452	0	1 899 452

ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

Accroissements de la dette future d'impôt En € Au 31/12/2014	Montant
Provisions réglementées	
Autres	
Ecart de conversion Actif 2014	87 749
Total	87 749

Allègements de la dette future d'impôt En € Au 31/12/2014	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	
Provision pour litiges	256 632
Autres	
Organic 2014	7 158
Ecart de conversion Passif 2014	42 853
Taxe sur les véhicules de société 2014	3 375
Participation des Employeurs à l'Effort Construction 2014	7 932
Abandon de créance Solvin Efeso AB (Suède)	851 686
Provision pour perte de change 2014	87 749
Total	1 257 385

SITUATION DE LA SOCIETE EN TANT QUE SOCIETE SEULE AU 31/12/2014	
<i>Déficits reportables</i>	25 589 884
<i>Moins-values à long terme</i>	18 501

SITUATION DE LA SOCIETE EN TANT QUE SOCIETE MERE TETE DE L'INTEGRATION FISCALE AU 31/12/2014	
<i>Déficits reportables</i>	13 772 909
<i>Moins-values à long terme</i>	0

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

DETAIL DES PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR		
En €	31/12/2014	31/12/2013
Autres immobilisations financières		
Intérêts sur pret Efeso Consulting SRL/CN006/N°21	30 572	46 485
Intérêts sur pret Efeso Consulting INC/EF009/N°29	56 308	33 126
TOTAL	86 880	79 611
Autres créances		
Clients Factures a etablr	303 184	315 025
TVA sur factures non parvenues	29 011	34 244
TVA sur avoirs a etablr	0	0
Produits à recevoir - IJSS	246	2 479
Provision CVAE CFE à recevoir	17 028	17 023
Fournisseurs - RRR à obtenir	33 994	34 711
Interets sur compte courant EFESO Holding /EF001	37 870	63 013
Interets sur compte courant filles	16 703	2 696
TOTAL	438 036	469 191
TOTAL GENERAL	524 916	548 802

DETAIL DES CHARGES A PAYER

DETAIL CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR		
En €	31/12/2014	31/12/2013
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Intérêts courus sur ouvertures de credits	5 968	0
Intérêts courus sur comptes bancaires a payer	6 107	5 651
TOTAL	12 075	5 651
Emprunts et dettes financières divers		
Intérêts Solving IMCG/IMCG/N°18	0	0
Intérêts Solving GMBH/EF005/N°33	0	0
Intérêts Efeso GMBH / EF005	0	2 000
Intérêts CCT Efeso FR/EFR/EFR	6 329	0
Intérêts CCT PIA	32 067	27 011
Intérêts CCT SOLVING LTD UL / LTUK/ SUK	0	0
Intérêts CCT SOLVING SUISSE / SYCH/SUI	1 489	3 027
Intérêts AMARCORD	0	0
TOTAL	39 885	32 038
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Fournisseurs factures non parvenues	703 818	720 157
TOTAL	703 818	720 157
Dettes fiscales et sociales		
Provision congés payés	100 762	128 403
Provision primes vacances	6 000	10 000
Primes à payer	30 000	35 200
Frais à payer	4 503	4 503
Charges sociales sur congés à payer	42 320	53 929
Charges sur primes et jetons a payer	2 520	19 000
Autres Charges à payer (IJSS)	0	0
TVA sur facture a etabli	50 531	46 710
TVA sur avoir à recevoir	0	118
Impôts divers et taxes sur les salaires a payer	7 059	7 015
CVAE/CFE	4 993	4 993
Taxe d'apprentissage	11 987	14 418
Organic C3S	7 158	14 080
Formation professionnelle	31 820	27 684
Participation Employeurs Effort Construction	7 932	9 541
TOTAL	307 585	375 594
Autres dettes		
RRR a etabli	0	0
Jetons de présence	40 000	20 000
TOTAL	40 000	20 000
TOTAL GENERAL	1 103 363	1 153 440

DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
En € Au 31/12/2014		31/12/2014	31/12/2013
	Produits constatés d'avance sur Produits d'exploitation	273 957	351 693
	TOTAL GENERAL	273 957	351 693

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
En € Au 31/12/2014		31/12/2014	31/12/2013
	Charges constatées d'avance sur Charges d'exploitation	64 704	163 525
	TOTAL GENERAL	64 704	163 525

DETAIL DU RESULTAT FINANCIER

DETAIL DU RESULTAT FINANCIER		
En €	31/12/14	31/12/13
Produits financiers de participations	1 787 582	1 396 794
Autres produits financiers	517 695	404 549
TOTAL PRODUITS	2 305 277	1 801 343
Abandon de créance Solving Efeso AB	213 449	278 279
Autres charges financières	414 571	616 633
TOTAL CHARGES	628 020	894 912
RESULTAT FINANCIER	1 677 257	906 430

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES		
En €	31/12/2014	31/12/2013
Sur opérations de gestion		
Régularisations diverses créances Clients et Fournisseurs	3 202	
Pénalités Amendes Fiscales		193
Pénalités de retard		421
Régularisations diverses dettes sociales et fiscales	667	
TOTAL	3 869	614
Sur opérations en capital		
Perte sur litige salarial		8 074
Perte sur litige société espagnole dissoute en 2011		2 150 000
Charges Exceptionnelles diverses Couts salariaux		
TOTAL		2 158 074
Dotations aux amortissements et provisions		
Dotations aux amortissements exceptionnels investissements		
Dotations aux provisions pour litiges salariaux	153 800	
Dotations aux provisions pour litiges et risques		
Dotations aux provisions pour prime de remboursement Océane		
TOTAL	153 800	
TOTAL GENERAL	157 669	2 158 688

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS		
En €	31/12/14	31/12/13
Sur opérations de gestion		
Remboursement penalites		
Produits exeptionnels divers		
Régularisations diverses dettes sociales et fiscales	427	11 993
Régularisations diverses créances Clients et Fournisseurs	18 939	
TOTAL	19 366	11 993
Sur opérations en capital		
Régularisations diverses créances Clients et Fournisseurs		1 975
Retour abandon de creances Solving France suite TUP		
Prix de vente Solving Efeso BV		
TOTAL		1 975
Reprises sur provisions, transferts de charges		
Reprises sur provisions pour prime de remboursement Océane		
Reprises sur provisions pour litiges salariaux	225 700	53 000
Reprises sur provisions pour litige société espagnole		2 150 000
TOTAL	225 700	2 203 000
TOTAL GENERAL	245 066	2 216 968

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

En €	Capital Social	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'ex
			Brute	Nette					
A - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS									
1 - Filiales (plus de 50% du capital détenu)									
SOLVING EFESO IBERIA (IBER/ESP) 108-110 via Augusta 08006 Barcelonne Espagne	26 400	70,000	610 059	610 059	30 000		2 296 452	256 102	
EFESO HOLDING LTD LONDRES (EF001/EHD) 45/47 Marylebone Lane Londres W1V2HA GB	184 000	100,000	17 026 492	17 026 492	3 531 577		6 116	1 783 605	450 000
EFESO CONSULTING SAS (EFRN23/EFR) 10 12 Square Adanson 75005 PARIS	40 000	95,050	467 284	467 284	299 588		14 653 853	1 702 809	1 290 841
SOLVING EFESO Srl (CN006/N21/EIT) Via Vincenzo Monti 47 20123 MILANO	300 000	100,000	6 282 177	6 282 177	1 800 041	1 800 000	11 977 580	58 722	
SOLVING efeso BV (IMGC/N18/SNL) 8C-9 Veermarktde AE'S-HERTOGENBOSCH	15 882	90,000	1 988 696	1 988 696			4 393 978	-34 726	
SOLVING EFESO EGYPT Borg al Qanoniien 13th floor, suite 154 Corniche Al-Maadi, Cairo	6 645	70,000	410 450	410 450			1 032 785	167 779	
2 - Participations (de 10 à 50% du capital détenu)									
	Capital	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'ex
			Brute	Nette					
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS									
1 - Filiales non reprises en A :									
a) françaises									
b) étrangères									
MANAGEMENT CONSULTANT "NON CONSO" 1070 Cerro 2° piso Buenos aires Argentine			55 086	0	105 924				
SOLVING EFESO CONSULTORIAL LDA (BRES/N3/EBR) 201 avenue San Gabriel Sao Paulo Brésil	149 765	10,000	102 489	102 489	30 601		3 372 481	188 952	
SOLVING INT.MIDDLE EAST MGT LLC (EMIR/N13/SME) Cert technology Park block-A Abu Dhabi-United Arab Emirates	85 998	28,000	9 500	9 500	40 700		697 216	-307 487	
EFESO CONSULTING HUNGARY ZRT (EF006/N32/EHU) Borbély u. 5-7 1132 BUDAPEST	19 825	25,000	230 000	230 000		100 000	1 723 431	239 522	46 741
2 - Participations non reprises en A :									
a) françaises									
b) étrangères									

2014

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CONSTANTIN ASSOCIES
Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited
185 avenue Charles de Gaulle
92524 - Neuilly-sur-Seine Cedex

GERARD BIENAIME
3, rue des Deux Boules
75001 - Paris

SOLVING EFESO INTERNATIONAL

Société anonyme
117, avenue des Champs-Élysées
75008 PARIS

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SOLVING EFESO INTERNATIONAL, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme indiqué dans le paragraphe 2 « Principes et méthodes comptables - *estimations et jugements* » de l'annexe, la préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses. S'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions ou hypothèses présentées. Ces estimations et hypothèses interviennent principalement dans l'évaluation des provisions et l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation de tests de valeur sur les actifs incorporels et goodwill.

Nos travaux ont consisté à examiner la documentation disponible et à apprécier la pertinence de ces hypothèses, le caractère raisonnable des évaluations retenues et approprié des informations dans les notes annexes aux comptes consolidés.

- La note 2 « Ecarts d'acquisition » de l'annexe expose les règles et méthode de dépréciation des écarts d'acquisition.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation, apprécié les prévisions d'activité et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes de l'annexe en donnent une traduction appropriée. Nos travaux nous ont permis d'apprécier la cohérence des estimations effectuées avec les hypothèses retenues.

- La note 14 « Impôts, taxes et impôts différés » de l'annexe expose les règles et méthodes de reconnaissance de l'impôt différé actif.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles est fondée la constatation de l'impôt différé actif, notamment les prévisions d'activité et les hypothèses retenues pour la détermination de l'impôt par la direction générale.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 avril 2015

Les Commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

GERARD BIENAIME

Thierry Billac

CONSTANTIN ASSOCIES
Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited
185, avenue Charles de Gaulle
92524 - Neuilly-sur-Seine Cedex

GÉRARD BIENAIME
3, rue des Deux Boules
75001 - Paris

SOLVING EFESO INTERNATIONAL

Société Anonyme
117, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SOLVING EFESO INTERNATIONAL, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes C.a et D. « Immobilisations incorporelles » exposent les règles et méthodes d'évaluation des fonds de commerce.

Dans le cadre de nos appréciations des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nos travaux ont également consisté à apprécier le caractère raisonnable des estimations comptables utilisées par la Direction Générale.

- Les titres de participation figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les modalités présentées dans les notes C.c. et D. § « Immobilisations Financières » de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons procédé à l'appréciation des éléments pris en considération pour les estimations de la valeur d'utilité et, le cas échéant, avons vérifié l'évaluation des provisions pour dépréciation des titres de participation.

Nos travaux nous ont permis d'apprécier la cohérence des estimations effectuées avec les hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 avril 2015

Les Commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

GÉRARD BIENAIME

Thierry Billac

CONSTANTIN ASSOCIES
Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited
185, avenue Charles de Gaulle
92524 - Neuilly-sur-Seine Cedex

GÉRARD BIENAIME
3, rue des Deux Boules
75001 - Paris

SOLVING EFESO INTERNATIONAL

117, avenue des Champs-Élysées
75008 – PARIS

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Convention autorisée au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-88 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de surveillance.

1.1 CONVENTION D'ABANDON DE CREANCES AVEC LA SOLVING EFESO AB

Date du Conseil de surveillance : 19 décembre 2014

Personnes concernées :

- ✓ M. VEILLON, Président du Conseil de Surveillance,
- ✓ M. MANTEGAZZA, Président du Directoire,

Nature et objet de la convention :

La société SOLVING EFESO INTERNATIONAL a consenti à la société SOLVING EFESO AB un abandon de créance pour un montant de 213.449 € au titre de 2014 avec une clause de retour à meilleure fortune.

Convention autorisée depuis la clôture

Nous avons été avisés de la convention suivante, autorisée depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de surveillance.

1.2 AVENANT A LA CONVENTION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL AVEC LA SOCIETE ARGOS SODITIC FRANCE

Date du Conseil de surveillance : 27 janvier 2015

Personnes concernées :

- ✓ M. MANTEGAZZA, Président du Directoire,
- ✓ M. GODRON, Vice-Président – Membre du Conseil de Surveillance,

Nature et objet de la convention :

La société ARGOS SODITIC FRANCE a signé avec la société SOLVING EFESO INTERNATIONAL une convention d'assistance et de conseil qui prévoit les conditions de collaboration entre les deux sociétés en matière de conseils stratégique, financier et opérationnel.

Les prestations fournies par ARGOS SODITIC FRANCE sont rémunérées sur une base d'un forfait mensuel de 1.500 € HT.

Le montant total pris en charge au titre de l'exercice 2014 s'est élevé à 18.000 € et 615 € HT liés à des frais de déplacements.

Cette convention a été souscrite pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction par période successive d'un an.

Un avenant à cette convention a été autorisée lors du Conseil de Surveillance du 27 janvier 2015, modifiant les termes de la convention et de conclure le contrat pour une durée indéterminée.

2. CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R.225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2.1 CONVENTION D'ABANDON DE CREANCES AVEC LA SOCIETE SOLVING EFESO AB

Date du Conseil de surveillance : 20 décembre 2013

Personnes concernées :

- ✓ M. VEILLON, Président du Conseil de Surveillance,
- ✓ M. MANTEGAZZA, Président du Directoire,

Nature et objet de la convention :

La société SOLVING EFESO INTERNATIONAL a consenti à la société SOLVING EFESO AB un abandon de créance pour un montant de 278.279 € au titre de 2013 avec une clause de retour à meilleure fortune.

2.2 CONVENTION D'ABANDON DE CREANCES AVEC LA SOLVING EFESO AB

Date du Conseil de surveillance : 20 décembre 2012

Personnes concernées :

- ✓ M. VEILLON, Président du Conseil de Surveillance,
- ✓ M. MANTEGAZZA, Président du Directoire,

Nature et objet de la convention :

La société SOLVING EFESO INTERNATIONAL a consenti à la société SOLVING EFESO AB un abandon de créance pour un montant de 359.958 € au titre de 2012 avec une clause de retour à meilleure fortune.

2.3 CONVENTION D'AVANCE EN COMPTE COURANT AVEC LA SOCIETE PARTNERS IN ACTION

Date du Conseil de surveillance : 20 octobre 2010

Personnes concernées :

- ✓ Mme FARAONE, Membre du Conseil de Surveillance,
- ✓ M. GODRON, Vice-Président – Membre du Conseil de Surveillance,
- ✓ M. VEILLON, Président du Conseil de Surveillance,
- ✓ M. MANTEGAZZA, Président du Directoire,
- ✓ M. REIS, Membre du Conseil de Surveillance,
- ✓ M. BARONCELLI, Membre du Directoire,
- ✓ M. LECCHI, Directeur général – Membre du Directoire,
- ✓ M. ODDI, Membre du Conseil de Surveillance,

Nature et objet de la convention :

Cette convention de compte courant a pour objet de contribuer à la couverture des besoins de financement généraux de SOLVING EFESO INTERNATIONAL dans le cadre de son activité opérationnelle et, en particulier de couvrir en partie ses besoins en fonds de roulement et ses besoins d'investissement.

Le compte courant hors intérêts s'élève à 1.207.566 € sur l'exercice 2014.

Le compte a été rémunéré au taux des intérêts de compte courant fiscalement déductibles.
Les intérêts pris en charge sur l'exercice 2014 se sont élevés à 32.067 €.

2.4 MANAGEMENT FEES ET REDEVANCES DE MARQUE

Cette convention définit les prestations de direction et de gestion fournies par la société SOLVING EFESO INTERNATIONAL en vue d'animer ses filiales, de définir leurs orientations stratégiques, leur organisation et mode de fonctionnement sous l'ensemble des aspects marketing, commercial et financier.

La rémunération de ces prestations est définie en pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par la filiale concernée (en règle générale 7% du chiffre d'affaires estimé hors groupe).

Selon la convention de redevance de marque, la rémunération est définie en pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par la filiale concernée (1,5% du chiffre d'affaires estimé hors groupe).

Des managements fees ainsi que des redevances d'utilisation de la marque SOLVING ont été facturés à :

- ✓ SOLVING EFESO BV : 309.825 €,
- ✓ SOLVING EFESO IBERIA : 141.695 €,
- ✓ SOLVING INTERNATIONAL MIDDLE EAST LLC : 54.315 €,
- ✓ SOLVING EFESO CONSULTARIA LTDA : 268.855 €,
- ✓ EFESO CONSULTING SAS : 1.078.480 €,
- ✓ SOLVING EFESO AB : 367.812 €,
- ✓ EFESO CONSULTING GMBH : 326.434 €,
- ✓ EFESO CONSULTING RUSSIA : 99.229 €,
- ✓ EFESO CONSULTING INC : 798.919 €,
- ✓ EFESO CONSULTING ZRT : 133.405 €,
- ✓ EFESO CHINA HOLDINGS LTD: 101.830 €,
- ✓ SOLVING EFESO SRL : 748.935 €,
- ✓ SOLVING INTERNATIONAL UK LTD : 339.320 €,
- ✓ SOLVING EFESO PORTUGAL LDA : 5.600 €,
- ✓ HANDS ON MANAGEMENT CONSULTING SARL : 77.945 €,
- ✓ HANDS ON MANAGEMENT CONSULTING LTD : 40.970 €,
- ✓ SOLVING EFESO INDIA : 49.470 €,
- ✓ SOLVING EFESO SINGAPORE : 101.150 €.

2.5 CONVENTION DE TRESORERIE

L'avance de trésorerie consentie à MANAGEMENT CONSULTANTS ARGENTINE est restée inchangée à 105.924 €. Cette avance n'est pas rémunérée et est entièrement dépréciée.

2.6 CONVENTION DE PRESTATIONS DE CONSEIL AVEC LA SOCIETE ROCAVER

Date du Conseil de surveillance : 19 décembre 2011

Personne concernée :

- ✓ M. VEILLON, Président du Conseil de Surveillance,

Nature et objet de la convention :

La société SOLVING EFESO INTERNATIONAL a autorisé le projet de convention portant sur des prestations de conseil rendues par la société ROCAVER.

Les prestations fournies par la société ROCAVER seront rémunérées sur une base annuelle fixe de 100.000 euros aux sociétés du groupe et des sommes variables calculées en pourcentage de la marge directe. Cette marge étant définie comme la différence entre le montant des honoraires facturés aux clients externes au groupe et les charges directes supportées dans l'exécution des missions. Ces charges directes comprennent les frais de missions facturés aux clients et les frais de missions payés par le groupe.

Le montant total pris en charge par la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'est élevé à 16.719 €.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 avril 2015

Les Commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

Gérard BIENAIME

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Thierry Billac